

***l'Anti*capitaliste**

la revue mensuelle du **NPA**



CONTRE L'UNION EUROPÉENNE : QUELLE STRATÉGIE, QUELLE ALTERNATIVE ?



**NOTRE-DAME-DES-LANDES
VERS L'ÉPREUVE DE FORCE
FINALE ?**



**EGYPTE,
AN IV DE LA RÉVOLUTION**



**40 ANS APRÈS, GRANDEURS
ET LIMITES DE LA RÉVOLUTION
PORTUGAISE**

EDITORIAL

Yann Cézard Ce qui devait arriver... **P3**

ACTU

Sandra Cormier, Bertrand Achel

Notre-Dame-des-Landes Vers l'épreuve de force finale? **P4**

Jacques Chastaing Egypte, an IV de la révolution **P7**

DOSSIER

Contre l'Union européenne : quelle stratégie, quelle alternative ? **P10**

Pascal Morsu, Catherine Samary

Union européenne et mondialisation capitaliste **P10**

François Sabado Pour une Europe au service des peuples **P14**

Henri Wilno Face à l'UE et à l'euro réellement existants **P17**

Jean-Philippe Divès

« Rompre » ou « refonder », à propos d'un débat sur l'Union européenne **P20**

François Sabado

Les marxistes révolutionnaires et l'Europe, éléments d'histoire **P22**

Bertold du Ryon Le paysage contrasté des extrêmes droites en Europe **P24**

REPERES

Ugo Palheta 40 ans après, grandeurs et limites de la Révolution portugaise **P27**

EN DEBATS

Frédéric Burnel, François Favre, Sophie Ozanne

S'appropriier la science, continuer le débat... **P32**

Wafa Guiga, Yann Cézard

Le relativisme comme adversaire, le capitalisme comme ennemi ? **P34**

FOCUS

Henri Wilno Espagne De l'indignation à la révolte **P36**

Hollande devant le parlement européen. DR.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès
(chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe,
Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado,
Henri Wilno

Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0524 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de
communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Ce qui devait arriver... PAR YANN CÉZARD

Ce qui devait arriver est arrivé, bien prévisible : le parti « socialiste » a reçu une claque monumentale, le FN réalise une percée historique, la droite ramasse la mise rien qu'en récupérant ses électeurs ataviques. Une fois de plus, la politique violemment antisociale d'un gouvernement dit de gauche remet en selle une droite discréditée et offre un boulevard à l'extrême droite.

Nous écrivons entre les deux tours, à l'heure où les médias ne parlent que des espoirs du FN de rafler jusqu'à une dizaine de mairies, et il faut bien reconnaître que le sentiment dominant chez celles et ceux qui sont en colère contre le gouvernement PS-Medef est, paradoxalement, celui d'une déroute.

Car de Hénin-Beaumont à Marseille, ce n'est pas seulement le PS qui est humilié. Ce sont aussi les espoirs d'un sursaut politique et social, contre le patronat et contre ce même parti socialiste, qui semblent glacés. Même s'il est vrai que cette fois, pour les listes du front de gauche, d'EE-LV, et à un niveau plus bas celles de l'extrême gauche, les scores électoraux n'ont rien de catastrophique. Sauf qu'ils ne décollent pas.

Pour l'instant, François Hollande et le gouvernement PS-Medef font bel et bien un sinistre travail de démoralisation et de désarroi politique dans les classes populaires, que la droite serait bien incapable d'égaliser.

D'où pourrait venir l'éclaircie ?

IMPASSES INSTITUTIONNELLES

Pas de l'Élysée, on s'en doute. Même les électeurs qui ont élu Hollande il y a un an et demi et viennent de lourdement le sanctionner, se doutant bien qu'il ne va rien changer – sauf en pire.

A Paris, avant même l'élection, les conseillers présidentiels distillaient leurs « éléments de langage » : « M. Hollande voit plus loin », « le Président est déjà dans le coup d'après », « il enjambe les élections municipales » et même (lu dans *Le Monde*) : « le pacte de responsabilité et la réduction des dépenses publiques enjambent les municipales ». Etrange façon technocratique de dire que le vote ça leur fait une belle jambe.

A Grenoble, pourtant, le PG voit l'espoir... en se préparant dès maintenant aux élections suivantes ! La liste PG-EELV a obtenu 30 % des voix, cinq points devant le PS. Pour le PG son secrétaire national Eric Coquerel déroule ainsi l'avenir : « Ce résultat historique démontre qu'une majorité alternative est possible à court terme (...) L'alliance avec EELV peut permettre à une force opposée à l'austérité et au productivisme d'être en tête de la gauche. Ce serait possible dès les Européennes (...) mais plus encore aux Régionales à venir. Ensemble nous pouvons diriger des villes, bientôt des régions et prochainement gouverner le pays. » Une alternative politique, cette coalition encore fictive, qui a pour l'instant obtenu plutôt 15 % dans quelques villes ? Enthousiasmante, cette alliance avec des notables « écologistes » qui ont déjà avalé sans trop de soucis presque deux ans de gouvernement PS-Medef, et des notables « communistes » qui cogèrent partout avec les socialistes les institutions locales ?

DU REJET À LA RÉVOLTE

A Quimper comme ailleurs, les socialistes ont eu droit à leur baffé électoral. Mais il y a aussi le souvenir de la grande manifestation d'octobre. Quand des ouvriers de différentes entreprises ont décidé se battre ensemble pour défendre leur emploi, et appelé toute la région à descendre dans la rue avec eux. Quand les grandes centrales syndicales leur ont tourné le dos, alors qu'elles n'ont jamais tenté, où que ce soit, depuis bien longtemps, de faire converger les luttes des salariés, ne serait-ce que d'un seul département. Quand des patrons pollueurs et licencieurs ont tenté sans vergogne de détourner la mobilisation à leur profit. Quimper, c'est l'exemple d'une situation compliquée (à l'avenir, avec un gouvernement de gauche qui fait une politique de droite et un FN à 20 %, toute situation aura ses complications). Mais c'est aussi l'exemple d'une perspective : que le ras-le-bol social éclate, fasse tache d'huile, porte ses propres revendications, déstabilise le pouvoir. Après le show électoral, la crise, l'austérité et les licenciements continuent. Alors il y aura des réactions. Car cette élection montre au moins une chose : les classes populaires vomissent la façon dont on veut leur faire payer la crise. Pour changer les choses, il s'agit maintenant de passer du rejet à la révolte – comme en Espagne, en Bosnie et ailleurs. Rendez-vous le 12 avril, journée nationale de manifestation, « jour de colère de gauche », pour en populariser l'idée et pour commencer à le rendre possible. □



Un premier ministre en sursis... / DR.

NOTRE-DAME-DES-LANDES

Vers l'épreuve de force finale ?

PAR SANDRA CORMIER ET BERTRAND ACHEL

La lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ne faiblit pas. Face aux multiples tentatives de l'État pour le diviser, le mouvement reste uni dans sa stratégie d'occupation de la Zad (« zone à défendre »), et parvient à convaincre des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier.

Depuis un an, les manifestations rassemblent toujours plus largement : avec l'appui des comités de soutiens venus de toutes la France, 20 000 personnes étaient présentes lors de la Chaîne humaine autour de la Zad en mai 2013, 40 000 lors du festival militant en août, 40 000 à nouveau lors de la manifestation du 22 février 2014 à Nantes.

RADICALEMENT UNIS

La fin de l'année 2012 avait été marquée par une entreprise d'expulsions et de répression violentes sur la Zad, baptisée « opération César ». L'une des conséquences a été non seulement de porter le mouvement sur la scène nationale mais également de consolider l'unité de ses différentes composantes.

Depuis, l'Etat a essayé de défaire ce qu'il a lui-même contribué à renforcer, en tentant de diviser le mouvement par tous les moyens, c'est-à-dire principalement en essayant d'isoler les zadistes du reste des opposants. Devant l'échec de la répression, il a en toute logique opté pour une stratégie de « concertation » en mettant en place une « commission de dialogue » dont l'un des objectifs était d'amadouer la branche institutionnelle du mouvement, qu'ils s'agisse du Cédpa (le collectif des élus « doutant de la pertinence de l'aéroport ») ou d'EELV, membre de la majorité gouvernementale. Entreprise qui a lamentablement échoué. Car si, au sein du mouvement, les méthodes peuvent diverger, il n'est question pour aucune de ces composantes de négocier le projet.

La commission de dialogue n'a pas fait illusion, apparaissant comme une entreprise d'explication de texte visant à faire passer la pilule plus que comme un espace de confrontation d'idées. Au contraire, l'accalmie de la répression sur le terrain a permis aux opposants

de répandre largement leurs arguments : l'inutilité, le coût et les conséquences de l'aéroport sont désormais largement connus, au point qu'un sondage national donne 56 % d'hostilité à ce projet local.

Face la critique radicale des spécialistes de l'environnement, la commission n'a cependant répondu que par quelques aménagements des « compensations environnementales » inventées par les bétonneurs. Le mouvement a alors produit, à travers les « naturalistes en lutte », son propre inventaire de la biodiversité de la Zad et révélé la tromperie des expertises officielles.

Le dernier épisode de cette tentative de division n'est autre que la manifestation du 22 février dernier. Le gouvernement, renouant avec une stratégie violente, a choisi consciemment de provoquer les manifestant-e-s en plein centre-ville de Nantes, et non pas sur la Zad, avec le double objectif de désunir le mouvement et de le discréditer aux yeux de la population nantaise.

Mais encore une fois, bien que les différents acteurs aient des appréciations divergentes des modes d'actions violents, le mouvement a réaffirmé sa solidarité, son unité et se dit prêt à résister à toute tentative policière dans le bocage.

Dans ce cadre, les dirigeants d'EELV sont plus que jamais sur le fil du rasoir, pris entre leur déclaration de soutien au gouvernement et la solidarité réaffirmée de leurs militants sur le terrain.

LES ARMES JURIDIQUES

Le mouvement utilise toutes les armes à sa disposition. Le harcèlement juridique répond ainsi à la répression légale organisée par l'Etat. La grève de la faim du printemps 2012 avait permis d'obtenir l'engagement du candidat Hollande de ne pas expulser tant que les recours contre le projet n'auraient

pas été jugés. Une manière d'entériner le rapport de forces pour gagner du temps. Les actions juridiques sont également utilisées médiatiquement pour rendre visibles les tentatives d'expulsion, le non respect de la loi sur l'eau, la répression des militant-e-s... C'est ainsi que les menaces d'expulsion de la ferme de Bellevue, occupée et exploitée conjointement par les agriculteurs et les zadistes, ont paradoxalement permis de faire connaître cette action. Pour autant, c'est bien l'Etat qui reste maître du jeu sur ce terrain : les recours ont échoué, et il a suffi au gouvernement de contourner sa propre loi sur l'eau pour l'adapter au projet.

LA ZAD, ZONE OCCUPÉE

L'unité dans la lutte est dictée aussi bien par la détermination du mouvement que par l'épreuve de la réalité : bien plus que les actions en justice, c'est l'occupation permanente du terrain par des militant-e-s organisé-e-s et déterminé-e-s qui constitue la première opposition aux lancements des travaux. Une réalité largement sous-estimée par le gouvernement.

L'alliance des zadistes et des agriculteurs¹ s'est en effet renforcée sur la Zad : à la solidarité des agriculteurs de Notre-Dame-des-Landes (qui avaient appelé à l'occupation en 2009) s'est ajoutée celle d'une multitude de paysans du réseau « COPAIN »², qui rassemble dans toute la région. Le caractère régional du mouvement joue dans ce contexte un rôle important : les soutiens viennent principalement de la Bretagne administrative, où la mémoire des grandes luttes victorieuses (Plogoff, Le Carnet) reste vivante.

Ces paysans, proches de la Confédération paysanne ou des mouvements de l'agriculture biologique, s'opposent à l'agriculture extensive, au système bancaire, à l'industrie agro-alimentaire, qui ont transformé les conditions d'exploitation et provoquent casse de l'emploi, saccage de l'environnement et malnutrition. Les agriculteurs sont une composante sociale essentielle de l'occupation, qui dispose de plus de moyens d'action forts (tracteurs) et d'une

tradition de résistance physique. Ce sont eux qui avaient encerclé avec 45 tracteurs le lieu reconstruit de La Châtaigneraie, puis la ferme de Bellevue, menacée de destruction. Ils entendent bien pérenniser cette «Zad - Zone d'agriculture durable» en créant des emplois par des activités de maraîchage et d'élevage. Avec 520 tracteurs, la manifestation du 22 février à Nantes a été l'une des plus grandes mobilisations agricoles de ces dernières années. Le maquillage médiatique l'a fait disparaître opportunément, quel-ques mois après la casse de l'emploi agroalimentaire en Bretagne et juste avant le Salon de l'agriculture.

DU CONFLIT D'USAGE AU CONFLIT DE CLASSE

La stratégie d'occupation rappelle que l'un des enjeux principaux de la lutte est la terre et son utilisation. Ce «territoire» occupé doit être compris comme un moyen de production. Face au patronat qui s'accapare des terres publiques, agriculteurs et zadistes rappellent que la terre appartient – devrait appartenir – à celles et ceux qui la travaillent. C'est à la fois un conflit sur la valeur d'usage d'un territoire et un conflit de classe pour l'appropriation (par Vinci ou par la population) d'un territoire-outil de production. Entre le patronat et la population, il y a les pouvoirs publics, qui servent le premier tout en prétendant servir l'intérêt général.

Cette lutte est l'occasion de démontrer à une échelle de masse la complicité de l'État et de ses appendices locaux (conseils régionaux, généraux, municipalités) avec les capitalistes. La multitude des actions contre Vinci et des dénonciations des partenariats publics-privés³ partout en France en témoigne.

UNE EXTENSION À LA CLASSE OUVRIÈRE ORGANISÉE

La lutte est en train de gagner une partie de la classe ouvrière organisée. Les politiques d'austérité qui accentuent la brutalité des conditions de travail et les licenciements dans la région (la sous-traitance industrielle, l'agroalimentaire, la distribution, de grandes usines comme Arcelor ou les chantiers navals sont particulièrement menacés) tendent à cristalliser les mécontentements contre un aéroport dévoreur de fond publics et qui au final ne créera pas les emplois promis. La réaction à la répression anti-démocratique est également un élément déclencheur de cet adhésion croissante au mouvement.

L'évolution récente de la CGT, qui n'a officiellement pas de position sur l'aéroport, est significative : un communiqué exemplaire de la CGT Nantes-Métropole, dénonçant la répression lors de la manifestation du 22 février⁴, a été suivi d'une prise de position du congrès départemental, puis par la création d'un collectif «militants CGT contre l'aéroport». Leur préoccupation : l'emploi, saccagé

par le projet. La violence n'apparaît plus comme une question légale ou morale, mais comme une question de légitimité. La répression, les mensonges sur l'emploi et les déclarations scandaleuses de la direction du PCF (parti allié au PS et pro-aéroport) ont provoqué la démission retentissante d'un de leurs militants historique. Une ligne de fracture se dessine entre les militant-e-s sincères et ceux qui se placent du côté du pouvoir.

Une opposition populaire au gouvernement PS est en train de naître, dans des luttes que Notre-Dame-des-Landes cristallise. Elle trouve aussi son expression dans les élections municipales, à travers les listes à gauche d'un PS hégémonique.

CONVERGENCE DES LUTTES : UN MOUVEMENT EXEMPLAIRE

«Convergence 2014» : ce devrait être le nom du prochain grand rassemblement (les 5 et 6 juillet) à Notre-Dame-des-Landes. Car depuis l'émergence du mouvement sur la scène nationale, il n'a cessé d'inspirer. L'année 2013 a vu fleurir des Zad un peu partout. Avec des succès mitigés certes, mais il n'en reste pas moins que le mouvement essaime hors de son territoire. L'expression Zad, «zone à défendre», pourrait même faire son entrée dans le dictionnaire.

L'occupation comme stratégie de lutte retrouve ses lettres de noblesses. Plusieurs zones d'occupation se sont



A Nantes, le 22 février 2014. DR



développées sur le même modèle: à proximité du parc régional du Morvan, pour s'opposer à un projet de scierie industrielle assortie d'un incinérateur; dans le Gard contre la création de deux golfs sur la commune de Saint-Hilaire-de-Brethmas, territoire en pénurie d'eau; à Mont-Saint-Aignan encore, près de Rouen, pour préserver quatre hectares de terres et sept bâtiments de la ferme des Bouillons, préemptés par la filiale immobilière du groupe Auchan. L'occupation (d'un simple chemin) a été également l'arme principale de la lutte contre la déchetterie de la sulfureuse multinationale GDE à Nonant-le-Pin, en Normandie, qui pollue les eaux avoisinantes et menace à la fois les éleveurs et la population.

On n'en finirait pas d'énumérer tous ces projets locaux connus désormais sous le nom de Grands projets inutiles et imposés (GPII), qui lèvent partout dans le monde les populations locales contre des capitalistes et des pouvoirs publics parfaitement unis. C'est ainsi que Notre-Dame-des-Landes est devenue une lutte internationaliste: elle a

permis de donner un écho aux luttes contre le TGV Lyon-Turin en Italie, contre la gare de Stuttgart en Allemagne ou encore contre les mines d'or d'Olympiada et de Cajamarca en Grèce et au Pérou.

UNE PHASE CRITIQUE

En réalité, le gouvernement Hollande-Ayrault est aux abois. Face à une contestation grandissante du projet d'aéroport, il n'a rien à opposer: ni prétendues créations d'emploi, ni mesurette écologique, pas même un brin de démocratie. Que lui reste-t-il comme marge de manœuvre? L'enjeu politique est tel que le gouvernement ne peut pas perdre cette bataille, surtout sur sa gauche: il en va de sa crédibilité.

Un départ de Ayrault, qui est aussi le premier porteur du projet, à la faveur d'un remaniement, serait l'occasion d'enterrer le projet sous un prétexte quelconque – l'état des finances publiques ou les attermolements européens sur la loi sur l'eau seraient alors des portes de sortie pour Hollande.

La lutte entre dans une phase critique: après les élections municipales, une fenêtre de tir s'ouvre pour Hollande s'il

veut expulser *manu militari* la Zad. Il pourrait choisir ce moyen pour donner à son gouvernement une image de pouvoir fort, à l'instar du ministre de l'intérieur Manuel Valls. La violence de la répression en Bretagne autour du mouvement des « Bonnets rouges » montre qu'il y est prêt.

Mais s'il choisissait la voie de la violence, le gouvernement aurait fort à faire: les opposants s'affirment radicalement unis sur la Zad s'il s'agit d'empêcher une expulsion, prêts à la résistance physique et à tenir l'occupation face à la police. Ils sont forts de leur première victoire lors de l'opération César et assurés de la solidarité concrète d'une large partie de la population. □

1 Voir « Au cœur de la Zad, l'alchimie d'un mouvement », dans « Tout est à nous La revue », numéro 40 de février 2013.

2 « Collectif des Organisations Professionnelles Agricoles INdignées par le projet d'Aéroport ».

3 Voir « Un contrat en béton pour Vinci » dans « Tout est à nous la Revue », numéro 40 de février 2012.

4 « Les tags seront effacés, les vitrines redressées, les locaux reconstruits (...) Le jeune, lui, ne retrouvera pas son œil. La veille de la manif, un homme s'est pendu. Il ne supportait plus les conditions de travail imposées. Qui en a parlé? (...) La violence des riches est bien plus violente, mais elle sait rester cachée, invisible, sans visage. »

A Nantes, le 22 février 2014. DR



Egypte, an IV de la révolution

PAR JACQUES CHASTAING



Les salariés des transports publics en grève. DR

Après le soulèvement populaire du 30 juin 2013 contre Morsi, puis le coup d'Etat militaire du 3 juillet suivi par la répression sanglante des Frères musulmans amorcée le 14 août, un nouvel hiver militaire semblait couvrir l'Égypte, étendant peu à peu sa répression et ses lois liberticides à toute la société. Pourtant, depuis février, un vaste mouvement de grèves traverse à nouveau tout le pays, enrayant une fois de plus la dynamique de la contre-révolution.

Le 24 février 2014, le gouvernement Beblawi, qui associait depuis le 3 juillet l'ancienne opposition laïque à l'armée, est tombé sous la pression des grèves. Cet hiver, tout semblait pourtant sourire au maréchal Sissi, les futures présidentielles lui paraissaient acquises. Mais les 14 et 15 janvier, son plébiscite s'est soldé par un échec, traduisant un nouvel état d'esprit confirmé par le redémarrage des grèves. La dynamique sociale pèse à nouveau sur la vie politique. La révolution a repris sa marche – certes encore prudemment, après ce long engourdissement de sept mois –, cherchant à faire le point de ses forces après une période douloureuse. Essayons donc de procéder à un état des lieux, afin de comprendre de quels ingrédients s'est forgé ce nouveau mouvement social et ce qu'il révèle.

LUTTE POPULAIRE CONTRE MORSI ET INTERVENTION DE L'ARMÉE

Le printemps 2013 avait été marqué par une vague de grèves ouvrières considérable. Tout ce que l'Égypte comptait de notables et de possédants, de la gauche à la droite, des Frères musulmans à l'ar-

mée, a alors craint qu'elle n'emporte les privilèges et les privilégiés.

Les libéraux, démocrates, nassériens et la gauche détournèrent ce mouvement, en l'unifiant mais derrière leurs propres objectifs politiques : démettre seulement Morsi, pour sauver les possédants.

Ça a été Tamarod, une pétition proclamant l'illégitimité de Morsi et réclamant de nouvelles élections présidentielles anticipées. Le mouvement social s'empara de cette pétition – 22 millions de signataires – mais y imprima sa marque. Au lieu des élections, il porta par millions la pétition, le 30 juin, à Morsi : une nouvelle révolution annoncée qui pouvait en cacher une autre, plus sociale. Le mouvement Tamarod interdit le 30 juin toute expression de revendications sociales comme les noms des entreprises présentes. Il ne fallait pas que les ouvriers voient que ce mouvement était le leur avec son programme sur ses pancartes. Seul le drapeau égyptien fut autorisé.

Cette immense foule sans tête ne fit pas peur à Morsi. Il avait vécu la même situation en décembre 2012, son palais assiégé



par une masse de manifestants. L'opposition l'avait sauvé, préférant Morsi à la révolution, demandant à l'armée, déjà, qu'elle dégage Morsi elle-même. Mais l'armée avait alors éconduit l'opposition, lui préférant la garantie pour l'ordre social des mosquées et des deux millions de membres des Frères musulmans.

En juin 2013, l'armée changea son fusil d'épaule et abandonna Morsi; la masse des manifestants était en effet d'un tout autre ordre et il y avait des signes de rupture dans l'appareil d'État. Contre le mouvement social, Morsi avait tenté de s'attribuer tous les pouvoirs en novembre 2012, ce qui avait rompu le contrat implicite qui le liait à l'État profond et à l'armée.

Ainsi, début 2013, lorsque la jeunesse des villes du canal de Suez s'enflamma, on vit des grèves de policiers sympathisant avec les manifestants, signifiant qu'ils ne voulaient plus collaborer avec les Frères musulmans. Puis, lorsqu'en mars, avril et mai, les grèves ouvrières atteignirent des niveaux historiques, on entendit à nouveau une partie de l'appareil d'État demander que l'armée prenne le pouvoir contre les Frères musulmans.

Morsi, lui, refusait de se démettre, pensant que l'armée aurait trop besoin de ses mosquées. Les Frères musulmans jouèrent la carte religieuse communautariste, d'autant plus que les masses ne se battaient pas contre eux, mais contre la politique économique du gouvernement. Ils brûlèrent une centaine d'églises et de bâtiments coptes. L'armée laissa faire, ne protégea pas les bâtiments chrétiens,

arrivant toujours trop tard... à la vue de tous.

Le mouvement populaire se mit à haïr les Frères musulmans qui faisaient obstacle à la révolution et, en même temps, à construire ses propres milices de quartiers pour suppléer à l'inertie de l'armée face aux exactions islamistes.

C'est alors que, paniquée par une révolution que Tamarod n'arrivait plus à contrôler au 30 juin, toute l'opposition, sauf les Socialistes Révolutionnaires, appela l'armée au secours. Craignant son éclatement si elle continuait à soutenir Morsi, l'armée décida alors de couper l'herbe sous le pied à la révolution en démettant elle-même Morsi. Elle le renversa le 3 juillet, puis organisa un gouvernement avec l'opposition laïque.

NAISSANCE ET STRUCTURE DU BONAPARTISME MILITAIRE

Le 26 juillet, Sissi fit légitimer sa lutte contre le terrorisme islamiste par une énorme manifestation. Cela ouvrit la voie aux massacres du 14 août avec ses 1000 morts, répression qui continua par la suite à un rythme infernal (2665 morts, 21000 arrestations), glissant peu à peu vers une lutte contre tous ceux qui osaient s'y opposer, puis tous ceux qui critiquaient l'armée, et donc contre les libertés, les révolutionnaires socialistes et démocrates. Simultanément, Sissi avait obtenu une trêve des luttes sociales en faisant quelque chose de nouveau. Il s'était adressé au peuple, en lui promettant dans un style nassérien ce qu'il espérait depuis longtemps : un salaire minimum à 1200 livres égyptiennes (LE) en janvier

2014, la renationalisation des entreprises privatisées, les libertés syndicales et la mise au rencart des corrompus occupant les postes de l'État et l'économie.

Sissi s'appuya plus spécifiquement sur ceux des 16 à 30 millions d'Égyptiens descendus dans la rue – bien plus qu'en janvier 2011 – qui étaient nouveaux et expérimentés, ceux des zones rurales, du Sud, de l'économie informelle des grandes villes, des femmes enfin à qui le poids de la société traditionnelle avait jusque là barré le chemin de la rue.

Poussé en avant par la quasi totalité de l'ancienne opposition désormais au gouvernement, on revit à nouveau le slogan «l'armée et le peuple, une seule main», les portraits de Sissi portés par la foule... En même temps, Sissi devenait dans une certaine mesure l'otage de ce petit peuple qu'il maintenait sur la scène politique. Incapable de satisfaire les aspirations populaires, l'armée étant le principal capitaliste du pays, il n'était pas Nasser; mais pas non plus le dictateur Moubarak, car il lui fallait dialoguer avec ce peuple, d'où également l'organisation de ce dialogue et une Sissimania s'affichant partout.

De son côté, la partie des classes populaires plus expérimentée, qui connaissait l'armée, se dit qu'il était difficile dans ces conditions de faire autre chose que d'attendre un peu pour voir si Sissi allait tenir ses promesses.

Le principal perdant, outre les Frères musulmans, fut la jeunesse révolutionnaire démocrate qui avait joué jusque là un rôle important dans la révolution. Elle fut profondément déçue de voir ses partis participer au gouvernement ou

Les médecins en grève. DR.



soutenir l'armée. Elle fut déçue aussi par ce qu'elle attribua à la versatilité du peuple qui se mettait à adorer ce qu'il avait combattu la veille; alors, disait-elle, qu'elle mourait pour la liberté, le peuple regardait ailleurs en ne pensant qu'au pain.

UN FOSSÉ ABYSSAL ENTRE LE PEUPLE ET LES PARTIS

Il faut dire que la coupure entre les dirigeants, les partis – démocrates révolutionnaires compris – et le peuple est énorme et s'aggrave. Depuis la révolution, le chômage a augmenté de 50%. L'inflation est à deux chiffres. Les coupures d'électricité sont la norme même en hiver. Il y a des coupures d'eau à cause de la pollution du Nil. La pénurie de gaz est récurrente. Douze millions d'Égyptiens ne payent plus leurs factures.

La misère est telle que des journalistes estiment que 30 000 personnes seraient mortes de froid cet hiver dans le Grand Caire. L'Égypte n'est pas un pays froid mais la malnutrition, la dégradation des services de santé et de nettoyage, la propagation des épidémies font des ravages sur les organismes fragilisés des 11 millions d'Égyptiens qui vivent dans la rue ou dans des bidonvilles insalubres, pendant que plus de 40 % de la population vit avec moins de 1 euro par jour. La démocratie, les libertés pour ces hommes et ces femmes, c'est d'abord manger, se loger, se soigner, avoir un travail...

Et dans le même temps, la richesse des riches – et celle des militaires – s'est accrue, s'étalant partout, au vu et su de tous.

Les arrestations massives des Frères musulmans ont affaibli peu à peu leur contestation, mais aussi la justification de l'état d'urgence contre le terrorisme, tandis que les réalisations sociales promises se faisaient toujours attendre. Ainsi les deux bases du bonapartisme – la lutte contre les Frères et la démagogie sociale – s'effritaient. Des craquelures se firent entendre dans la coalition gouvernementale, des grèves réapparurent. Le 19 novembre 2013, pour la première fois depuis le 3 juillet, les Socialistes Révolutionnaires et le Mouvement du 6 Avril appelèrent à manifester à la fois contre l'armée et contre les Frères musulmans.

Sissi comprit que le temps du bonapartisme était compté et accéléra la répression tous azimuts. Il supprima les droits de grève et de manifester pour tous, multiplia les arrestations, faisant de novembre et décembre des mois terribles.

Ce mouvement vers la dictature devait être parachévé par un référendum, les 14 et 15 janvier, où il comptait se faire plébisciter à la présidence de la République.

Mais la faible participation au référendum (38% des électeurs, et 9% dans la jeunesse) en fit tout sauf un plébiscite, et rien d'un appel du peuple à un homme providentiel. Ce que confirma l'explosion des grèves quelques jours plus tard, lorsque les ouvriers comprirent que le salaire minimum à 1200 LE ne serait pas versé à tous ceux à qui il avait été promis. Plus alarmant encore pour Sissi, ses partisans dans les classes populaires montraient également que leur patience était en train d'atteindre ses limites. Ainsi, bien qu'ils y fussent poussés, ils ne s'opposèrent pas à leurs frères de misère et voisins de quartier qui descendaient dans la rue en brandissant des pains ou des gamelles vides.

Le gouvernement Beblawi s'est démis pour tenter de calmer la colère populaire. Mais le nouveau gouvernement ne sait que gagner du temps en promettant à nouveau aux grévistes de satisfaire leurs revendications, alors qu'arrive l'heure où Sissi devra les honorer. Le système de gouvernement par les promesses atteint ses limites.

UNE CONTRE-RÉVOLUTION TOUJOURS MENAÇANTE

Bien sûr, jusqu'à présent, les classes possédantes ont réussi – non sans difficultés – à contenir tous les assauts de la révolution, et surtout empêché que la classe ouvrière prenne conscience d'elle-même. Les Frères musulmans ont été marginalisés, même s'ils ne sont pas brisés. Les libéraux, démocrates et la gauche institutionnelle se sont discrédités par leur passage au pouvoir et leur complicité avec les exactions de l'armée. Cependant, sans opposition politique ouvrière, certains de leurs éléments peuvent renaître sans problème. L'armée elle-même n'est pas sortie indemne de son passage au pouvoir, même si l'on a vu avec Sissi comment elle peut disposer encore d'une estime certaine dans des couches larges.

Bref, l'État profond est toujours là et sa répression féroce. Les moubarakiens et les hommes d'affaires ont été invariablement au gouvernement et le sont encore plus aujourd'hui. Le cœur des médias est à leurs ordres. Le poids des mosquées est toujours important. Une partie du mouvement populaire a encore confiance en Sissi et l'autre ne dispose pas d'une représentation politique de ses intérêts.

Cependant, l'énergie révolutionnaire des masses est et reste telle que si l'armée a tenté plusieurs fois de briser la révolution, elle a toujours reculé devant le risque d'une insurrection.

ÉVOLUTIONS, DIFFÉRENCIATIONS ET PERSPECTIVES

Il manque aux classes populaires d'acquiescer une conscience de leurs objectifs propres. Elles ne voulaient pas la chute de Morsi, mais celle de tous les petits pouvoirs à tous les échelons de l'État et de l'économie. Le «dégager Moubarak» concédé par l'armée pour éviter le pire voulait déjà dire pour le peuple «dégager tous les petits Moubarak», induisant une dynamique d'auto-organisation.

Cette conscience peut-elle naître du mouvement lui-même, de ses organisations ou militants les plus avancés ou d'ailleurs comme ce fut le cas avec la Tunisie, peut-être plus loin encore? Nul ne le sait. Cependant, les possédants le craignent. Car si la révolution a été détournée, trompée, sa force énorme vue dans les rues le 30 juin, alimentée par la crise mondiale, l'urbanisation, la prolétarianisation et internet, n'est pas brisée.

La prochaine étape nous dira de quelles maturations ont pu accoucher ces derniers mois. Le soutien des partis d'opposition comme de nombreux nouveaux syndicats indépendants aux exactions de l'armée ont suscité des débats et des scissions. Tamarod a éclaté. La participation au gouvernement de Kamal Abu Eita, initiateur des syndicats indépendants contre Moubarak, a provoqué des disputes violentes au sein des syndicats. Tagammu, Kifaya, le Destour ou le PSD ont dû prendre leurs distances quand la répression s'est avérée trop violente.

Dans les grèves de 2014, pour la première fois en Égypte, une coordination interprofessionnelle des médecins et des ouvriers en lutte de 11 usines de l'industrie d'État, avec des représentants syndicaux de la poste, de l'aviation et des chemins de fer, s'est mise en place début mars autour du programme d'un salaire minimum à 1200 LE, de la renationalisation de secteurs privatisés et du limogeage de tous les «corrompus». Lorsque Sissi – finalement candidat aux élections présidentielles prévues d'ici juillet 2014 – a intimé l'ordre aux médecins de reprendre le travail, la coordination a riposté en s'adressant à tous les Égyptiens... Assistes-t-on aux premiers pas vers une expression et représentation politique des intérêts communs de classe des travailleurs? Ce serait considérable. □

Union Européenne et mondialisation

PAR PASCAL MORSU ET CATHERINE SAMARY

Le processus désigné comme « construction européenne » est passé de la Communauté économique européenne (CEE) à l'Union européenne (UE) – avec des éléments de continuité et des infléchissements majeurs, et entre les deux la crise mondiale des années 1970. L'unification allemande et l'extension vers l'Europe de l'Est de cette « construction » capitaliste ont radicalisé le tournant néolibéral des années 1980.

Dans une première étape, consécutive au Traité de Rome (1957), avait été mis en place le socle institutionnel de la CEE (Commission, « Parlement », élargissement au-delà des six Etats initiaux).

L'idée était de créer un *marché commun*, le reste étant censé suivre (harmonisation sociale, éducation...), ce qui est significatif des priorités et des contraintes des « pères fondateurs » de la CEE. Dès 1957, d'ailleurs, les projets politiques divergeaient. Certains, à l'instar de Robert Schuman, défendaient la nécessité d'un fédéralisme européen quand d'autres (De Gaulle en particulier) voulaient s'en tenir à une collaboration interétatique sans la moindre remise en cause de la souveraineté des Etats membres.

Dans cette phase, la CEE restait subordonnée à la prééminence d'Etats membres pratiquant des politiques interventionnistes nationales. Le « marché commun » était centré sur la « *politique agricole commune* », préservée de la concurrence internationale par tout un dispositif protectionniste.

Par ailleurs, il n'existait pas de système monétaire européen durant les Trente

Glorieuses (1945-1973) Le contrôle de la circulation des capitaux, interne comme externe à la CEE, était maintenu; comme dans le reste du système monétaire international (SMI) basé sur le dollar, seule monnaie alors convertible en or, suite aux accords de Bretton Woods.

En tout cas, le processus est entré en crise dans les années 1970, en relation avec la crise capitaliste mondiale, avec notamment la « stagflation », combinaison d'une croissance économique faible ou nulle et d'une forte inflation. La relance de la « construction communautaire » s'est faite au milieu des années 1980, inséparablement du tournant néolibéral pris par alors les bourgeoisies à l'échelle mondiale.

Depuis le début du 20^e siècle, nous sommes dans l'époque impérialiste, marquée par la montée des affrontements entre puissances dominantes et rivales pour le contrôle du monde pour répondre à leurs crises de profit et de débouchés. Cette époque se caractérise notamment par la formation de monopoles, la fusion du capital bancaire et industriel, l'exportation des capitaux. Depuis, le capitalisme mondial a évidemment connu plusieurs périodes.

Contre l'Union européenne : quelle stratégie, quelle alternative ?

Une abstention et un vote FN battant tous les records sont deux phénomènes attendus – redoutés – à l'occasion des prochaines élections européennes, les plus propices au vote sanction comme aux réactions nationalistes. D'autant que traditionnellement, les salariés et en particulier les jeunes, plus généralement les électeurs de gauche et des milieux populaires, se mobilisent peu dans ce type de scrutin, destiné à élire un parlement dépourvu de pouvoir réel et qui leur paraît, non sans raison, hors de tout contrôle même symbolique.

La contradiction est que, plus ou moins confusément, tous ressentent à quel point cette « Europe » étrangère et hostile pèse au quotidien sur leurs vies. Car l'essentiel des législations applicables en France, comme dans les autres pays de l'UE, se décide désormais dans les réunions (« conseils ») des chefs de gouvernement et des ministres européens, dans les services de la commission de Bruxelles, à la Cour de justice européenne et – de façon beaucoup plus marginale – au parlement de Strasbourg. Mais l'éloignement, l'opacité et le caractère foncièrement antidémocratique des institutions de l'UE découragent l'intervention populaire en même temps qu'ils favorisent les réactions binaires « pour ou contre l'Europe ».

Il est pourtant indispensable d'intervenir sur ce terrain, justement pour dénoncer et combattre toute cette machinerie, ainsi que ceux qui l'ont mise en place – les mêmes qui « alternent » aux gouvernements des Etats en imposant aux classes populaires toujours plus d'austérité et de reculs. Mais en le faisant d'un point de vue radicalement opposé aux replis nationalistes et à ceux qui les portent, basé sur la solidarité internationale des travailleurs et des peuples, et ouvrant par conséquent la perspective d'une autre Europe, délivrée de la dictature des banques et des actionnaires.

C'est dans ce cadre, au service de cette bataille politique, que les contributions présentées dans ce dossier, avec leur évidente logique commune (et parfois quelques nuances), aspirent à offrir des éléments de compréhension et de réponse. □

NÉOLIBÉRALISME ET MONDIALISATION

Les années 1970 ont été celles d'une crise majeure du profit, en même temps que de contestations de l'ordre mondial. La monnaie US a subi un véritable effondrement. La « stagflation » s'est avérée catastrophique pour le capital financier et le SMI n'a pas été épargné: abandon de la convertibilité du dollar et des parités fixes entre monnaies, montée de l'instabilité monétaire...

Le tournant s'avérait indispensable sous peine de dislocation générale du système. Il a été engagé aux USA dès 1978 (plan Carter). La situation monétaire s'est stabilisée au prix d'une politique d'austérité rigoureuse et les taux d'intérêt ont remonté – le cours du dollar a doublé entre 1979 et 1985.

L'Angleterre a suivi le mouvement dès 1979, sous la direction de Thatcher. Puis les principaux pays impérialistes ont suivi. Partout les acquis ont été remis en cause, des branches industrielles en-

on capitaliste

tières démantelées. En quelques années, les classes ouvrières ont été placées sur la défensive. Dans les pays dominés, la hausse des taux a abouti à la crise de la dette.

Dans ce contexte, la période de la mondialisation capitaliste, ouverte en 1978, se caractérise par une série de traits. En particulier :

- L'importance prise par les investissements internationaux (IDE) et un bond en avant considérable de la division internationale du travail. Ce processus est bien sûr assis sur le développement des nouvelles technologies – informatique, etc. et rendu opaque par le rôle majeur des firmes multinationales (plus du tiers du « commerce » mondial correspond en réalité à une circulation intra-firmes).

- Au capitalisme des années d'après-guerre, dominé par l'Etat (« colbertisme ») en France, et plus largement interventionnisme d'inspiration keynésienne) a succédé un capitalisme dominé par la finance et les marchés, qui tiennent les capitalistes industriels sous étroite surveillance. Les entraves au fonctionnement de la finance ont été levées l'une après l'autre (séparation banque d'affaires/banque de dépôts, etc.). Mais tout ceci a aussi abouti à un système d'une fragilité extrême, allant de crise en crise.

C'est dans ces conditions que les bourgeoisies du continent ont relancé la « construction européenne », en transformant le vieux « marché commun » en l'actuelle Union européenne. Face à la crise monétaire internationale, un système monétaire européen (SME), basé sur l'ECU (*European Currency Unit*) comme monnaie de compte officielle commune, a été mis en place dès 1979. Initialement, ce SME restait dans le cadre du contrôle des changes (limitant la spéculation) et maintenait les monnaies nationales, reliées à l'ECU (chaque monnaie ne pouvait varier que de 2,25% autour d'un cours pivot).

L'ACTE UNIQUE

« Lorsque j'ai lancé en 1984-1985, le projet de grand marché, la Table ronde des industriels a soutenu ce projet. Et aujourd'hui, les industriels invitent les gouvernements à aller plus vite encore, et ce n'est pas moi qui leur dirais le contraire »,



Aux temps bénis de l'UE triomphante, de gauche à droite : Helmut Kohl, chancelier allemand de 1982 à 1998 ; Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol de 1982 à 1996 ; Jacques Delors, président de la Commission européenne de 1985 à 1995. DR.

affirmait Jacques Delors en 1991. Tout était dit !

L'objectif du couple des impérialismes français et allemands était de réaliser un « espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée », inséparable de la surveillance des frontières, de l'Europe forteresse sanctuarisée à travers le traité de Schengen.

Évidemment, aucune clause sociale de convergence ne fut même mise à l'étude. L'Acte unique était donc un puissant mécanisme de mise en concurrence des travailleurs de la CEE. L'essentiel était de satisfaire les revendications du capital financier (liberté de mouvement des capitaux).

Parallèlement, et inséparablement de l'élargissement à d'autres pays, la Commission européenne a mené une politique de levée des entraves à la concurrence, c'est-à-dire de privatisation d'un service public après l'autre : énergie, rail, transport aérien, télécommunications...

LA RÉUNIFICATION ALLEMANDE

En 1991, l'effondrement de l'URSS et sa perte de contrôle sur les pays de l'ancien « glacis » est-européen ont redessiné la carte de l'Europe. L'Allemagne réunifiée est redevenue la puissance dominante du continent, avant tout économiquement.

Après une première phase de concessions sociales, une véritable guerre a été engagée contre les travailleurs allemands (réformes Harz). A l'extérieur, Berlin s'est rapidement subordonnée la majorité des pays de l'ancien COMECON, qui lui fournissent une réserve de main-d'œuvre à bas prix (Slovaquie, Pologne...).

Sur cette base, la situation de la bourgeoisie allemande est devenue florissante à partir des années 2000. Ceci étant, cette opulence se fait sur la base d'une croissance principalement tournée vers les exportations en jouant sur des sous-traitances en Europe de l'Est et la baisse des coûts salariaux allemands. Les déséquilibres des balances commerciales avec les « partenaires » européens de l'Allemagne se creusent. Illustration de plus de l'incapacité des bourgeoisies d'Europe à assurer une croissance équilibrée à l'échelle continentale.

MAASTRICHT (1992) – L'EURO

A l'origine, le chancelier allemand, Kohl, était plus que réticent à une monnaie unique. C'est avant tout Mitterrand qui fut moteur d'un projet qui à ses yeux visait notamment à entraver la domination économique allemande, incontestable



après la réunification. Il s'agissait d'obliger l'Allemagne à renoncer au Deutsche Mark en l'insérant dans la gestion commune d'une Union économique et monétaire supprimant les monnaies nationales dans l'Euroland.

Or, en 1992 s'est déclenchée une crise européenne majeure, marquée par une intense spéculation sur les monnaies nationales. Cette spéculation profitait à plein des possibilités de libre circulation édictées par l'Acte unique. Ceci obligea à élargir les marges de fluctuation autour de l'ECU: le SME s'avéra être un échec, au cœur d'une récession sévère. C'est dans ce contexte que l'Allemagne accepta la mise en place de l'Union européenne succédant à la CEE et de la monnaie unique – selon les termes du Traité de Maastricht. L'accord se fit à des conditions largement imposées par Berlin. L'objectif central de l'Allemagne était de contrer le «laxisme» des politiques monétaires des autres pays membres (notamment du sud) par l'imposition d'une politique monétaire unique gérée par la BCE. La lutte contre l'inflation – obsession allemande depuis l'hyperinflation des deux guerres mondiales – fut inscrite dans les statuts de la BCE comme objectif central au détriment d'autres critères

(plein emploi...). A ceci s'ajoute le refus de toute avancée vers un « fédéralisme » qui forcerait l'Allemagne (en tant que pays le plus riche) à une solidarité envers des pays dont la situation économique est précaire.

Concrètement, des critères de convergence pour entrer dans l'euro furent édictés (déficit public annuel inférieur à 3% du PIB, dette publique inférieure à 60% du PIB, etc.) afin d'imposer au pays du « club Med » une première cure d'austérité.

Pour gérer l'Union économique et monétaire ainsi créée, l'« indépendance » de la BCE envers toute pression des États membres, fut inscrite dans ses statuts. L'ensemble du dispositif signifiait que les États abandonnaient l'essentiel de leurs prérogatives monétaires aux représentants du capital financier. Une nouvelle exigence des banquiers était satisfaite.

Enfin, l'impossibilité pour un pays membre de dévaluer, combinée à l'absence de mécanisme de soutien entre États membres, ne pouvait qu'être un encouragement à la hausse du taux d'exploitation, à l'austérité salariale.

DES FAILLES DÈS L'ORIGINE

Il reste que Maastricht est un traité bancale. La politique monétaire est unifiée

sans être accompagnée par une augmentation du budget européen (il est de l'ordre de 1% du PIB de l'Union, contre 30 à 50% dans la majeure partie des pays, y compris aux États-Unis). Le système ne dispose donc d'aucun mécanisme de convergence réelle des économies – d'autant que les politiques budgétaires des États membres ont été, dans le même temps, placées sous les contraintes de Maastricht. Le creusement des écarts, induit par la concurrence et l'absence de solidarité institutionnelle, a créé une instabilité exploitée par les marchés financiers – intenable à la longue.

Cette construction bancale a été confrontée à la crise depuis 2008: incapables jusqu'ici de s'unir en une seule classe à l'échelle de l'Europe, les bourgeoisies du continent n'ont pas pour autant fait le choix de l'éclatement de l'Union, mais celui d'encadrer davantage les politiques nationales dans un nouveau «pacte de stabilité» (le TSCG, Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance européenne) qui a relancé les offensives antisociales à l'échelle européenne.

Pour des millions de travailleurs, l'UE apparaît donc comme une construction «libérale» et non l'embryon d'une Europe sociale unie. Leur hostilité à l'UE,

Barroso, président sortant de la Commission européenne, face à la crise... DR.



totallement compréhensible, ne peut être réduite au vieux chauvinisme, d'extrême droite ou stalinien. Il suffit de se référer à l'émergence du « non de gauche » français de 2005 (lors du référendum relatif au TCE) qui exprimait en même temps, contrairement au « non » de droite, des aspirations à une « autre Europe ».

Au final, plus que jamais, l'UE est dirigée par le « couple » des impérialismes français et allemand. Mais les élargissements successifs ont été et restent politiques et confrontés à la force des réalités nationales historiques, ainsi qu'aux promesses ayant accompagné les élargissements : au lieu d'une résistance à la globalisation capitaliste et à la consolidation d'un « modèle social européen », l'UE et sa crise actuelle servent à accentuer le démantèlement des acquis sociaux. Dès lors, l'UE est confrontée à une crise de légitimation particulière. L'intégration monétaire a renforcé à la fois les inégalités et l'imbrication bancaire et industrielle européenne (la majeure partie des investissements directs étrangers se réalise en Europe), donc les interdépendances entre bourgeoisies (et classes ouvrières) européennes en dépit de leurs différences, de leurs inégalités, de leurs réalités nationales.

L'UE FACE À LA CRISE

La crise des subprimes, surgie en 2007 aux États-Unis, s'est rapidement propagée. Elle a fait éclater les bulles immobilières apparues en Irlande, Espagne, etc. On connaît aussi la situation grecque, portugaise... Courant 2008, les banques européennes ont été rattrapées par la crise, d'où une contraction du crédit. Les Etats et la BCE les ont alors soutenues par tous les moyens afin d'éviter un effondrement général. Si l'épicentre de la crise s'est fixé en Europe, c'est d'abord dû à la fragilité intrinsèque de l'UE. Pour les peuples d'Europe du Sud, la situation est d'autant plus dramatique que le Traité de Maastricht prévoit explicitement de les laisser à leur propre sort. Aucun mécanisme sérieux de solidarité n'a été prévu – au contraire !

Ainsi, il est interdit à la BCE et aux banques centrales de l'eurozone de financer les déficits publics des Etats. De même, la clause dite du « *no bail-out* » (clause de non renflouement, article 125 du Traité de Lisbonne) interdit à l'Union et aux Etats de porter une assis-

tance financière à un pays de la zone en difficulté financière... Après leur avoir imposé sa politique monétaire, la bourgeoisie allemande se refuse à payer pour ses homologues en difficulté. Dès lors, les peuples d'Europe du Sud sont priés de s'en remettre aux potions de la sinistre troïka UE-BCE-FMI.

Parallèlement, la libre circulation des capitaux a été inscrite comme principe de la construction européenne depuis l'Acte unique de 1986 et dans les Traités. Derrière les discours dramatisants sur l'exigence de résorber la dette publique, rien n'est fait pour empêcher ce qui la fait flamber : la spéculation financière se déplaçant de bulle en bulle. Le pire est que les banques renflouées à bas taux d'intérêt par les États... se sont massivement emparées des titres de la dette publique pour reconstituer leurs marges !

MES, TSCG

Après une phase d'interventionnisme d'Etat qui tranchait avec les discours néolibéraux antérieurs, on a assisté à une nouvelle accentuation des politiques néolibérales, accompagnée par une modification institutionnelle de l'Union européenne, tendant vers un « ordolibéralisme » de type allemand (politiques libérales encadrées par des règles et institutions fortes).

Le 10 mai 2010, pour éviter que la crise grecque ne s'étende, l'UE, en coopération avec le FMI, s'est dotée d'un Fonds européen de stabilisation financière (FESF) de 750 milliards d'euros. Nouvelle brèche dans les traités : la commission européenne était autorisée à emprunter 60 milliards d'euros pour ce fonds ; 440 milliards étaient apportés par les Etats et 250 milliards par le FMI. Parallèlement, le 10 mai, la BCE décidait de permettre aux banques centrales de la zone d'acheter de la dette publique ou privée sur les marchés secondaires. Elle-même rachetait sur le marché secondaire des obligations publiques : c'était un contournement des interdictions de Maastricht... conçu comme provisoire. Mais la gravité de la crise était telle que le sommet européen de mars 2011 décidait que ce FESF deviendrait permanent (avec le MES, Mécanisme européen de stabilité).

Le MES était assorti à travers le TSCG d'un « pacte budgétaire européen », signé en mars 2012 par 25 des 27 représentants des Etats membres et entré en vigueur le 1er janvier 2013.

Ce TSCG vise à discipliner les Etats en réaffirmant les critères de Maastricht antérieurs, mais en les durcissant : avant même la crise, les anciens critères n'avaient pas été respectés (en premier lieu par la France et l'Allemagne).

En pratique, la « solidarité financière » est assortie d'une nouvelle « règle d'or » selon laquelle « le budget général devra être équilibré ou en excédent » sur l'ensemble du cycle économique. Cette règle devra être intégrée « par le biais de dispositions contraignantes et permanentes, de préférence au niveau constitutionnel » et sera considérée comme respectée si le déficit structurel atteint 0,5% du PIB.

Les Etats et leurs parlements sont mis sous contrôle : ils doivent communiquer leurs projections à la Commission européenne avant leur adoption. Si la Cour de justice estime qu'un Etat n'a pas respecté ses engagements, elle peut lui imposer une amende pouvant aller jusqu'à 0,1% de son PIB.

Concrètement, dans le cas français, la réduction budgétaire nécessaire pour respecter les contraintes du TSCG se chiffre en dizaine de milliards.

L'« ordolibéralisme » inspiré par la bourgeoisie allemande se met donc en place peu à peu. Le recours aux fonds d'aide est conditionné par l'engagement de mener les politiques prônées par la troïka (CE, BCE et FMI), qui en contrôle l'application. Ces plans, tels qu'illustrés par les « mémorandums » imposés à la Grèce, sont la poursuite des politiques néolibérales : libéralisation du droit du travail, privatisation des services publics et libre circulation des capitaux privés, exprimant le désengagement social des Etats et la priorité aux financements privés, baisse des dépenses sociales, etc.

Dans son rapport public de janvier 2013, la Commission européenne avouait : « après cinq années de crise économique et le retour de la récession en 2012, le chômage a atteint des sommets qu'il n'avait plus connus depuis vingt ans, le revenu des ménages est en baisse et le risque de pauvreté ou d'exclusion augmente, en particulier dans les Etats du sud de l'Europe ». La catastrophe sociale ainsi décrite a été mise en œuvre par les gouvernements des Etats membres, sous l'impulsion et le contrôle des institutions de l'Union européenne. □

Pour une Europe au service des peuples

PAR FRANÇOIS SABADO

Le texte ci-dessous reprend une présentation de l'auteur devant la première «réunion nationale des comités» du NPA, qui s'est tenue les 15 et 16 décembre 2013.

1) Nos positions sur l'Europe s'inscrivent dans une continuité historique, celle des courants qui allient les positions «lutte de classe» et la solidarité internationaliste, contre les politiques bourgeoises européennes comme contre les replis nationalistes. L'opposition à la guerre, aux régimes réactionnaires, au libre-échange capitaliste, aux diverses unions douanières ou institutions du marché unique, s'est prolongée par la solidarité et la coopération des peuples, la lutte pour un programme au service des travailleurs et une perspective politique qui s'inscrit dans la proposition d'Etats-unis socialistes d'Europe. Il s'agit, dans notre vision, de considérer l'Europe comme une réalité historique politique, économique, culturelle – une réalité ouverte au sud et à l'est – et de donner au combat européen un contenu anticapitaliste et socialiste.

2) Dans les années 1960 s'est mis en place un projet de construction européenne des classes dominantes, tourné contre l'URSS et le bloc de l'Est mais aussi en concurrence avec les USA. Près de soixante années après le traité de Rome, il y a eu, pour les bourgeoises européennes, des avancées incontestables dans la mise en œuvre d'institutions politiques, économiques, juridiques, d'un marché et d'une monnaie unique avec l'euro. Les forces productives étant à l'étroit dans un cadre national, cela a conduit les classes dominantes à construire des espaces plus larges, indispensables aux processus de développement et de concentration du capital.

LES CONTRADICTIONS DE L'UE

3) C'est ce processus qui s'est cristallisé avec l'Acte unique en 1986, le traité de Maastricht après la réunification allemande et les autres traités. Mais ce processus de construction se fait avec une série de spécificités :

○ Il y a un marché européen mais sans la constitution d'un capitalisme européen propre : il y a des capitalismes européens

mais pas de grande industrie ou entités économiques européennes fortes. L'intégration européenne s'est faite au travers de la globalisation capitaliste et de la financiarisation du capital, avec capitaux croisés et fonds de pension nord-américains ou asiatiques. Dans ce cadre, chaque capitalisme et bourgeoisie joue sa partition.

○ Il y a un euro et une banque centrale mais avec la concurrence inter-capitaliste, le corset néolibéral et l'absence de souveraineté démocratique pour les peuples, une même monnaie pour des économies de niveau de développement différent n'a fait qu'aggraver les inégalités entre les économies européennes.

○ Il y a une construction para étatique mais c'est toute une architecture institutionnelle qui échappe, là encore, non seulement à la souveraineté populaire mais même aux formes de la démocratie de type parlementaire. C'est ce qui explique la politique autoritaire de la troïka – UE, BCE et FMI – dans le sud de l'Europe et de plus en plus de restrictions démocratiques

dans toute l'Europe. Les citoyens ont été écartés de ce projet. Il s'agit d'institutions pour le grand marché. Du coup, il n'y a pas de politique économique, sociale, fiscale, mais aussi une faiblesse structurelle sur le plan politique, diplomatique et militaire. L'UE n'a pas la capacité de décision des USA ou de la Chine.

L'Europe est donc, dès son origine, consubstantiellement néolibérale et antidémocratique. Ce choix est celui des gouvernements et des classes dominantes de chaque pays.

C'est pourquoi, face aux politiques d'austérité, nous ne sommes pas d'accord pour renvoyer à chaque fois aux responsabilités de l'Europe. Non, l'UE, c'est le dispositif choisi par chaque bourgeoisie pour valoriser son économie et ses positions dans l'économie mondiale, en augmentant la pression pour maintenir et accroître ses taux de profits.

ROMPRE AVEC L'UE, PAS AVEC L'EUROPE

4) Ce sont toutes ces contradictions que la crise a fait exploser. Il n'y a pas de ca-



« Europe, bas les pattes de Chypre ! » DR.

pitalisme européen propre, mais l'UE est le vecteur d'intégration des économies européennes dans la globalisation capitaliste. Cela a deux conséquences :

○ La première, pour suivre la marche effrénée de la concurrence internationale avec un marché mondial de la force de travail, il faut casser le « modèle social européen », bref liquider ce qui reste de conquêtes sociales et, dans certains cas, démocratiques en Europe, pour maintenir et conquérir de nouvelles positions dans l'économie mondiale. D'où une baisse du pouvoir d'achat et des salaires – de 20 à 30 % dans le sud de l'Europe –, une précarisation de la force de travail en Allemagne ou dans les pays de l'Est. C'est le sens de la fameuse « concurrence libre et non faussée », qui privatise les services publics, dérègle les marchés du travail et conduit au démantèlement progressif de la sécurité sociale.

○ La deuxième, c'est une concurrence interne à l'UE, avec ce que les spécialistes appellent des trajectoires dissymétriques des économies de l'UE, avec de nouveaux rapports de forces exprimés par les 160 milliards d'excédents commerciaux de l'Allemagne et les 70 milliards de déficits en France, puis par des

différences entre l'Allemagne, les pays du Nord et ceux du sud et de l'est, avec en position intermédiaires la France et de l'Italie. Avec la crise, il y a une nouvelle configuration de l'Union européenne, une marche forcée dans les politiques d'austérité : tout cela, au nom de la « règle d'or » de la lutte contre les déficits budgétaires et des impératifs du remboursement de la dette. Résultat : une longue période de croissance « molle » entre 0 et 1 %.

Ces politiques sont entraînées dans une spirale infernale : la contraction de l'activité engendre la diminution des recettes fiscales, qui approfondit les déficits et la dette, ce qui place les Etats sous la menace permanente des marchés financiers qui poussent à de nouvelles politiques d'austérité. Ce ne sont pas les énièmes politiques d'austérité, c'est l'austérité structurelle permanente – ce qui écarte toute relance « keynésienne » en Europe. La crise a été contenue mais le chômage continue à augmenter ou ne baisse pas substantiellement. L'Union bancaire vise, dans les années à venir, à contrôler une partie du secteur bancaire, mais de nouvelles crises peuvent surgir.

5) C'est cette situation de longue période récessive qui aujourd'hui provoque un sentiment de rejet, à juste titre, de l'Europe comme vecteur des politiques d'austérité. Un sondage donne 44 % de personnes qui considèrent l'Europe comme source de crainte et 28 % comme source d'espoir. Nous ne sommes pas dans la situation de la fin des années 1970 pour les pays de l'Europe du sud ou des années 1990 avec les pays de l'Est, quand les fonds structurels et les aides européennes étaient synonymes de développement et d'amélioration des conditions de vie des gens. Aujourd'hui, l'Europe est plutôt associée aux politiques d'austérité.

Ces tendances ne peuvent que nourrir des crises sociales et politiques qui, à cette étape, nourrissent la droite et l'extrême droite et peuvent déboucher sur des régimes autoritaires. Cela entraîne une conclusion : combattre les politiques d'austérité permanente, les gouvernements de droite comme de gauche sociale-libérale au niveau national comme européen, passe par la rupture avec le type de construction européenne en vigueur et tous les traités européens, Maastricht, Amsterdam, Lisbonne et les institutions européennes, car l'UE n'est pas réformable. Il n'y a pas de politique possible de réorientation de cette Europe

qui est dès l'origine néolibérale et anti-démocratique. Il faut rompre avec le type de construction européenne en vigueur mais pas avec l'Europe.

PAS DE RETOUR AU CADRE NATIONAL

6) Le retour au cadre national, aux monnaies, aux douanes et aux lois nationales, constituerait un retour en arrière, et surtout le déchainement de nouvelles tensions, confrontations voire chocs en Europe. Il faut une autre Europe, au service des besoins des peuples.

Prenons l'exemple de la sortie de l'euro. Faire de cette question, dans la prochaine campagne électorale en France, une question centrale serait une double erreur. Dans les rapports capitalistes actuels, ce serait d'abord l'équivalent d'une dévaluation massive, de 25 à 30 %. Ensuite, cela provoquerait un déchainement protectionniste, de nouvelles guerres commerciales qui imposeraient de nouvelles politiques d'austérité contre les travailleurs. C'est aussi politiquement dangereux car ce serait créer les conditions d'une union sacrée nationaliste pour le retour à la monnaie nationale. C'est surtout confondre le fond – quelle politique économique – et les instruments tels que la monnaie. Faire, par exemple en France, de la « sortie de l'euro » une question centrale, ce serait tomber dans le piège du Front national, qui fait de ce clivage un discriminant politique majeur.

Il peut y avoir des situations particulières, comme en Grèce où face au chantage de l'UE qui dit, « il faut choisir, soit l'euro et l'austérité, soit vous refusez l'austérité, mais dans ce cas vous n'aurez plus l'euro », les camarades grecs ont raison de répondre : « nous refusons ce chantage, nous ne ferons pas de sacrifices pour l'euro et nous n'accepterons pas les plans d'austérité, quitte à ce que vous nous expulsiez de l'Union européenne ». Mais c'est une réponse de crise. La réponse de « programme » face aux développements mondiaux, à la crise et aux besoins des peuples, c'est de répondre à l'échelle d'espaces plus larges, d'échelles qui permettent une meilleure répartition des richesses et de nouvelles divisions du travail correspondant aux besoins.

UN PROGRAMME EUROPÉEN

7) Nous opposons à l'Europe actuelle, une autre Europe, une Europe au service des peuples et des travailleurs.





Cela suppose de reprendre, de projeter certains points de programme nationaux et de formuler un programme international européen. Nous pouvons reprendre l'idée d'un bouclier social en Europe, d'une harmonisation sociale et fiscale par le haut :

○ D'un smic européen. On nous dit : comment concilier le smic français de 1500 euros, le smic portugais de 450 euros et le projet de smic allemand de 850 euros ? Cela suppose de faire converger par le haut des salaires minimum en parité de pouvoir d'achat. C'est la seule solution de longue durée aux problèmes des travailleurs détachés. On doit imposer, bien sûr, aux patrons de payer les mêmes cotisations sociales pour tous les salariés, mais à moyen et long terme il faut des niveaux de salaires comparables.

○ La défense et l'extension de services publics européens ; aller vers des sécurités sociales et des systèmes de santé équivalents.

○ L'interdiction des licenciements, la mise en œuvre de plans de création d'emplois massifs, une politique d'échelle mobile des heures de travail et de réduction de temps de travail vers une semaine de 30 heures.

○ La fin de la banque centrale et la constitution d'un service public bancaire européen sous contrôle des citoyens et des travailleurs.

○ La mise en œuvre d'une politique de planification écologique et de transition énergétique, avec de grands projets de systèmes de transports non polluants, ainsi que de protection de l'environnement.

○ Une politique agricole commune qui défende l'agriculture paysanne contre les multinationales de l'agro-alimentaire.

On voit qu'une telle politique européenne implique des incursions dans le système de propriété privée des grands secteurs de l'économie.

8) La mise en œuvre de ce programme implique la mobilisation populaire et le débat démocratique.

Il est vrai que sur le terrain de la mobilisation populaire, nous rencontrons des difficultés. Il y a des mobilisations sociales, voire des explosions sociales, en particulier dans le sud de l'Europe. Ces mobilisations n'ont pu bloquer les politiques d'austérité. Mais il y a tout un travail d'échange, de coordination,

de réunions à faire par secteurs, par branches. La CES (Confédération européenne des syndicats) qui est intégrée aux plans de l'UE n'est pas d'une grande aide. Nous devons renforcer les coopérations et les solidarités entre les luttes de chaque pays. Nous devons organiser des réunions par secteurs (santé, automobile, etc.) mais il y a des limites dans ces activités. Dans tous les cas, il faut afficher la solidarité internationale, tant sur le plan des luttes que dans nos activités politiques, en particulier dans les relations anticapitalistes européennes.

Le débat démocratique est très important. Il faut d'abord la défense de tous les droits démocratiques, en particulier le droit des immigrés, des sans papiers, contre une Europe forteresse. Nous voulons une Europe des droits des femmes, notamment le droit à l'avortement qui n'est toujours obtenu ou qui est remis en cause dans une série de pays. Nous défendons aussi une Europe de la paix, une exigence centrale au moment où se font entendre une nouvelle les bruits de bottes, en Europe de l'est. La paix exige le respect de l'autodétermination et la condamnation de toutes les interventions des puissances impérialistes contre les peuples. Cela passe par l'opposition aux interventions militaires en particulier en Afrique.

PROCESSUS CONSTITUANT

9) Plus généralement, si nous proposons la rupture avec les traités, il faut une autre Europe, une Europe démocratique et au service des peuples et des travailleurs. Démocratique : nous

devons avancer un processus constituant où les peuples décident au travers une large discussion et l'élection de délégués qui établissent une nouvelle organisation démocratique de l'Europe.

Socialiste, car dans ce débat démocratique, nous avons une proposition, autour de réponses anticapitalistes, socialistes : une Europe au service des peuples dans le cadre des Etats-unis socialistes d'Europe, une forme d'union qui respecte les souverainetés nationales et populaires.

10) Pour conclure, nous voyons qu'à la différence de courants ou d'intellectuels qui tendent à évacuer l'Europe de notre horizon stratégique, nous pensons que nous ne pouvons pas avoir de politique anticapitaliste sans visée internationaliste et européenne. Comme l'indiquait Trotsky, « la révolution commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur le plan mondial ». Il y a une articulation entre le terrain national et le terrain international. Il est possible qu'il y ait une synchronisation dans le développement de révolutions, mais en général il y a désynchronisation des étapes, des moments de la lutte de classes. Chaque nation ne doit pas attendre l'autre. S'il y a des expériences progressistes dans un pays, il faut défendre les conquêtes arrachées, protéger ce qui a été gagné. Mais il faut en même temps avoir une politique d'extension, de projection internationale et surtout d'appel à la mobilisation populaire pour étendre ces processus progressistes. □



Le « couple » franco-allemand aujourd'hui. DR.

Face à l'UE et à l'euro réellement existants

PAR HENRI WILNO

Victor Hugo en 1849 appelait à la construction d'une « fraternité européenne » des nations. Bien qu'elle ait été en résonance avec des aspirations positives à dépasser les conflits nationaux, l'Union européenne « réellement existante » n'a jamais correspondu à cet idéal. Il est évident qu'elle s'en éloigne aujourd'hui de plus en plus, ce qui confronte les internationalistes à des problèmes difficiles.

L'Union européenne (ce terme est ici utilisé pour désigner ce qui s'est appelé dans le passé Marché commun, Communauté économique européenne) est née après la Deuxième guerre mondiale avec une double détermination: l'aspiration des peuples à ce que plus jamais il n'y ait de guerre en Europe, mais aussi (et surtout, pour les dirigeants européens et des Etats-Unis) reconstruire au plus vite une Europe capitaliste. Ce projet a ensuite évolué dans son contenu précis en fonction des évolutions du capitalisme et des rapports de forces entre mouvement ouvrier et capital: capitalisme « régulé » des « Trente glorieuses », croissance ralentie, mondialisation et néolibéralisme des années 1980 aux années 2000, crise économique actuelle.

UN FÉDÉRALISME DE PLUS EN PLUS AUTORITAIRE

L'entrée de l'Union européenne dans l'ère néolibérale se fait en 1986 avec l'Acte unique européen qui la fonde désormais sur la libre circulation des marchandises et des capitaux. Ensuite, le rouleau compresseur va avancer au fil des traités et des sommets européens, parmi lesquels la création de l'euro par le traité de Maastricht en 1992 n'est qu'une étape. Avec la crise, une triple évolution va se produire, convergeant vers un « fédéralisme autoritaire »¹. La première est une intervention grandissante de la Com-

mission européenne (avec l'appui du Conseil européen où siègent les Etats membres) dans tous les aspects des politiques économiques et sociales, en dépassant largement le champ des compétences que lui donnent les traités. Retraites, salaire minimum, protection sociale, système de négociations collectives: désormais la Commission se mêle de tout, allant au-delà des compétences de surveillance budgétaire que lui donne le TSCG (traité sur la stabilité et la gouvernance budgétaire de 2012).

Deuxième évolution, une inégalité grandissante entre les Etats membres: certains (Grèce, Portugal, Espagne, Chypre, Irlande) sont désormais sous tutelle et, pour ceux-là, pas question de ne pas se plier aux injonctions de la Commission et de la troïka (BCE, Commission, FMI). Dans ces pays, ce n'est pas seulement l'austérité qui règne mais une remise en cause systématique des accords collectifs, des règles du contrat de travail: tout vise à ce que le salarié soit privé de protection collective. Au point que, à propos de la Grèce, des instances internationales (Organisation internationale du travail – OIT –, Conseil de l'Europe) ont estimé qu'il y avait violation de règles de base (convention de l'OIT, Charte sociale européenne).

Troisième évolution: le rapport avec les syndicats. Jusqu'à la crise, Commission et Etats se montraient soucieux de doubler l'unification économique d'un « volet social », avec des directives (sur le temps de travail, la santé et la sécurité au travail, etc.) à portée restreinte pour un pays comme la France, mais plus importante pour d'autres Etats. Il s'agissait de donner du « grain à moudre » à une Confédération européenne des syndicats (CES) complètement intégrée aux institutions. Avec la crise, cette façade s'est écroulée: il n'y a plus aucune volonté des dirigeants européens de maintenir de bonnes relations avec la bureaucratie syndicale.

Ces trois évolutions n'affectent pas seulement la sphère économique: un auteur parle d'« une transformation profonde du régime de démocratie politique dont le total abandon de souveraineté où ont été réduits les pays du Sud donne un avant-goût amer » (Jean-Marie Pernot dans le numéro spécial de La Chronique internationale de l'IRES, voir note 1).

C'est donc une évolution globale de l'Union européenne qui est en cours, même si le débat tend trop souvent à se polariser seulement sur l'euro. La rupture avec la monnaie unique comme condition nécessaire voire suffisante à toute politique progressiste est mise en avant par certains économistes et courants politiques de gauche. Alors que d'autres, pourtant véhéments dans leur critique de l'Union européenne et en faveur d'une alternative vraiment à gauche, semblent faire preuve vis-à-vis de l'euro de la même timidité que les Communards de 1871 devant les coffres de la Banque de France².

UNE SORTIE DE L'EURO NE RÉSOUT RIEN EN ELLE-MÊME

Chez les économistes et dans d'assez larges secteurs politiques et syndicaux, un consensus existe au niveau du constat: l'édifice du traité de Maastricht et de ceux qui ont suivi est un instrument essentiel des politiques néolibérales et antisociales en Europe. Par contre, sur le « que faire? », des divergences profondes existent. Ceci alors que dans les couches populaires d'un certain nombre de pays monte un rejet de l'euro, voire de l'Europe, sur lequel surfe l'extrême droite, et qui impose de ne pas ignorer la question.

Un premier point est évident: être en dehors de l'euro ne garantit en rien une politique progressiste. Le Royaume-Uni n'est pas dans l'euro, la politique menée par Blair puis Cameron n'est pas fondamentalement différente de celles conduites en Europe continentale. En Suède, l'euro a été rejeté par référendum en 2003 mais une politique de privatisation, remise en cause des protections sociales et flexibilisation du marché du travail a remis en cause le fameux « modèle » suédois.

Des économistes de gauche, notamment en France et aussi en Grèce³, présentent la rupture avec l'euro comme un moyen décisif pour se libérer du « carcan de Bruxelles » et mener, au niveau d'un Etat, des politiques progressistes en regagnant des marges de manœuvre par une dévaluation. Ces propositions, qui isolent la question de l'euro, reposent sur une analyse incomplète de l'Union



européenne. L'euro n'est qu'une des contraintes auxquelles se heurterait un projet de réorientation économique et sociale.

Ainsi, Commission et Cour de justice européenne interviendraient dès que seraient prises des mesures, même seulement antilibérales. La Commission condamnerait un Etat, par exemple, pour baisser la TVA des produits de première nécessité sans accepter un éventuel veto des autres pays, ou bien pour ne pas réduire assez vite ses déficits, etc. Serait traîné devant la Cour de justice européenne pour entrave à la concurrence un Etat qui voudrait imposer que les salariés employés sur le territoire national (quels que soient leur nationalité

et leur statut d'emploi) soient payés conformément au droit social national; un Etat qui mettrait en place un système de crédit avec des taux différenciés favorisant par exemple le logement; un Etat qui réglerait les mouvements de capitaux, qui imposerait des clauses sociales et environnementales dans les marchés publics, etc.

La sortie de l'euro n'est donc pas la « baguette magique » qui permettrait d'adoucir l'affrontement avec les forces dominantes internes et externes, et sans laquelle il n'y aura pas de réorientation des politiques économiques, tant au niveau européen que national.

LA ZONE EURO PEUT S'EFFONDRE

Autre chose est l'analyse selon laquelle l'euro est en sursis, du fait des vices congénitaux des traités européens. La

zone euro est effectivement toujours dans l'incertitude. Comme les partisans du « Non » à Maastricht l'avaient annoncé, elle a échoué à remplir ses objectifs proclamés d'homogénéisation économique de ses composantes. Les rapports entre les Etats européens sont de plus en plus dissymétriques. Les mécanismes de décision patinent à chaque fois qu'un des grands Etats est réticent. Une nouvelle crise des dettes souveraines ou des défaillances bancaires remettraient à l'ordre du jour la rupture possible de la zone euro.

Le saut possible dans cet inconnu n'est pas à ignorer. Mais cela n'ouvrirait pas forcément un horizon radieux pour les peuples et les travailleurs d'Europe. Tout au contraire, un effondrement de l'euro, comme produit des coups de boutoir de la crise et des contradictions

DR.



des politiques des bourgeoisies européennes, inaugurerait une période de tensions nationales qui déboucheraient sur un renforcement (et une participation possible au pouvoir) de l'extrême droite.

UNE AUTRE EUROPE EST NÉCESSAIRE... MAIS PAS À L'ORDRE DU JOUR DANS L'UE

Les anticapitalistes n'ont aucune objection de principe à une monnaie unique. Programmatiquement, ils sont favorables à une « Fédération socialiste des travailleurs et des peuples ». Dans l'immédiat, il s'agit de défendre, au niveau national et au niveau européen, une série de mesures d'urgence à dynamique transitoire contre la dictature des marchés et l'austérité. La question qui se pose est de savoir si une telle orientation est conciliable avec l'Union européenne et le maintien de l'euro. Si c'était le cas, tant mieux : autant conserver un instrument supranational, même s'il a été créé par la bourgeoisie.

Mais croire en la possibilité de mener une politique de rupture avec l'Europe telle qu'elle est fait non seulement abstraction de la logique des traités européens qui ont constitutionnalisés le capitalisme libéral, mais surtout de la rationalité profonde des politiques européennes (et nationales) actuelles. Il s'agit de réduire le coût du travail, de démanteler les systèmes de protection sociale et de négociation collective, et en dernière instance de rétablir le taux de profit.

En fait, même un « New Deal » progressiste européen, une « harmonisation coopérative », une simple inflexion des politiques actuelles, rien de tout cela n'est en rien à l'ordre du jour. Aucun secteur significatif de la bourgeoisie ne le soutient et il n'y a pas de pression effective des syndicats européens en ce sens. Les antilibéraux radicaux et anticapitalistes sont trop faibles et trop peu coordonnés au niveau européen pour peser pour des solutions radicales.

Certes, il ne faut en aucun cas désertier le terrain de la propagande pour une « autre Europe », de la construction de cadres d'action, de rencontre et de discussions communes mais, dans le contexte actuel, il serait erroné de s'en tenir à cela dans l'attente d'un réveil simultané des luttes de classe en Europe.

HIC RHODUS, HIC SALTA!⁴

Les résistances à l'offensive de déconstruction des acquis sociaux européens

se mènent avant tout Etat par Etat. Sur la base de ce constat, on peut penser que la seule perspective « crédible » aujourd'hui est celle d'une victoire sociale et politique dans un pays qui porterait au pouvoir un gouvernement des travailleurs anti-austérité.

Sans faire de politique fiction, on peut penser qu'un tel évènement se situerait dans un contexte de « grande crise nationale », avec une situation où « ceux d'en haut » ne peuvent plus gouverner comme avant et où « ceux d'en bas » ne supportent plus d'être opprimés. Au sein des bourgeoisies européennes, il y a des gagnants et des perdants aux politiques d'austérité et de mondialisation : des gagnants dans les secteurs les plus internationalisés, des perdants, par exemple, dans certains secteurs petits et moyens bourgeois traditionnels et dans les bureaucraties étatiques ou régionales – même si la remise en cause des acquis sociaux pèse sur ceux d'en bas.

Dans une telle situation s'affronteront sans doute (comme en Grèce aujourd'hui) plusieurs camps : ceux prêts à continuer à jouer la carte de l'austérité dans le cadre de l'Union européenne, des nationalistes et les anticapitalistes (avec, bien entendu, beaucoup de nuances intermédiaires). Les anticapitalistes devront être en état de peser et de rassembler un front social et politique, à la fois par leur radicalité et leur capacité à apporter une solution en terme de pouvoir politique et de gestion de la société. L'objectif serait d'ébranler l'ensemble de l'édifice par une extension de la dynamique aux autres Etats.

Un gouvernement formé suite à une victoire sociale et politique dans un Etat membre devrait prendre des mesures d'amélioration immédiate des conditions de vie des couches populaires et engager des actions de réorientation de l'économie et de la société. Il ne négocierait pas ces mesures avec la Commission et les autres instances européennes mais en proposerait l'extension à l'ensemble de l'Europe. Pour ne pas être prisonnier du chantage de la finance, un tel gouvernement devrait également prendre immédiatement des dispositions unilatérales (contrôle des mouvements des capitaux, expropriation des banques). Mais il ne pourrait se contenter de cela : sur le plan monétaire, il lui faudrait en terminer avec l'indépendance de sa Banque centrale (actuellement organiquement liée à la BCE) et commencer à émettre ses propres euros.

Des mesures concrètes importerait certes plus que des proclamations. Ainsi, la proclamation immédiate d'une sortie de l'euro serait contre-productive avec en premier lieu un désordre accru pesant sur la vie quotidienne des classes populaires. Mais il ne faut pas se dissimuler que tout ce qui vient d'être décrit signifie une rupture de facto avec l'Union économique et monétaire.

On ne peut pas trop finasser avec les marchés financiers : même s'il proclame qu'il reste dans la zone euro pour la changer, tout Etat qui prendrait des mesures internes radicales de redistribution des revenus, de remise en cause de l'austérité, de contrôle du crédit, etc., verrait des sorties de capitaux ; l'euro émis par le ou les pays en rupture se déprécierait, etc. Les choses peuvent aller très vite, plus rapidement qu'une éventuelle négociation avec l'UE ou, malheureusement qu'un processus d'extension de la rupture à d'autres pays-membres de l'UE... Il faudra donc se donner les moyens de défendre le processus entamé sans se soucier des règles des traités européens.

En fonction des événements, il faudra que le ou les pays engagés dans un processus de transition vers un autre modèle de société soient prêts à une rupture ouverte et totale avec l'euro, sauf à trahir leurs proclamations initiales. Sous cet angle, il est intéressant de revenir sur l'expérience française d'union de la gauche de 1981-1983. Si l'histoire n'est jamais écrite, un refus a priori d'envisager un processus de rupture avec l'Union monétaire (et de s'y préparer) condamnerait vraisemblablement au même destin, par exemple, un gouvernement Syriza en Grèce.

La perspective d'une « sortie » de l'euro est donc une question qui ne peut être éludée, ce qui ne veut pas du tout dire qu'un programme pour une issue non capitaliste en Europe doit s'agencer autour d'elle. □

¹ Sur l'évolution de l'Union européenne dans la crise, voir « Les syndicats face à la nouvelle gouvernance européenne », numéro spécial de la Chronique internationale de l'IRE, novembre 2013, www.ires.fr

² « Le plus difficile à saisir est certainement le saint respect avec lequel on s'arrête devant les portes de la Banque de France ». Karl Marx, *La guerre civile en France*, 1871

³ Sur la Grèce et les positions du parti « Plan B » construit autour de la sortie de l'euro, voir dans le numéro 51 de cette revue (février 2014), Emil Ansker « La gauche révolutionnaire grecque à un tournant ? »

⁴ A propos des révolutions, Marx écrit qu'arrive un stade où « les circonstances elles-mêmes crient : Hic Rhodus, hic salta ! C'est ici qu'est la rose, c'est ici qu'il faut danser ! » (Karl Marx, « Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte »). Autrement dit, c'est sur ce terrain qu'il faut agir.

«Rompre» ou «refonder», à propos d'un débat sur l'Union européenne

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Est-il possible de «refonder» l'Union européenne dans l'intérêt des classes populaires et du progrès des sociétés ? Si tel n'est pas le cas, l'alternative est-elle de «rompre», un pays puis un autre, avec l'UE ? Ou bien les choses se présentent-elles de façon différente ?

La revue *Regards* (proche de la FASE, organisation membre du Front de gauche et de sa composante Ensemble) a publié sur son site, début janvier 2014, un échange entre d'un côté Cédric Durand et Razmig Keucheyan, principaux auteurs du livre récent *En finir avec l'Europe*¹, et de l'autre Pierre Khalifa, coprésident de la fondation Copernic et ancien responsable de l'Union syndicale Solidaires². Quoique les intervenants se situent tous dans le cadre du Front de gauche, les questions qu'ils posent concernent directement les anticapitalistes.

PAS D'EUROPE EN DEHORS DE L'UE ?

Dans son texte, Khalifa développe la position qui est traditionnelle au sein de la gauche antilibérale en Europe (elle a encore été reprise lors du congrès du PGE, Parti de la gauche européenne, de décembre 2013 à Madrid) comme en France (nul doute qu'elle servira de base à la prochaine campagne européenne du Front de gauche). Il part d'un principe que l'on peut partager, au niveau de généralité où il est énoncé : « nous avons besoin d'Europe. Pas de celle-là, certes, mais d'une Europe refondée ». Sauf que pour l'auteur, une telle refondation devrait (ou ne pourrait que – mais cela revient au même) s'opérer dans le cadre des institutions actuelles.

Car Pierre Khalifa met un signe d'égalité entre « Europe » et « Union européenne ». Il faudrait bien selon lui créer une autre Europe, mais ce ne serait possible que dans le cadre de celle qui est aujourd'hui réellement existante, à savoir l'UE. La disparition de cette dernière serait même gravement contre-productive, car elle ne pourrait laisser la place qu'à des surenchères nationalistes : « l'éclatement de l'Eu-

rope serait un facteur d'aggravation. Le dumping règne en maître, ce qui favorise la montée de la xénophobie. L'éclatement de l'Union européenne, loin de mettre fin à cette situation, risquerait même au contraire de l'aggraver, chaque pays cherchant à accroître encore plus ses avantages concurrentiels aux dépens des autres pour gagner en compétitivité (...) Au pire, cette rupture avec l'Union européenne sera le fourrier d'un repli nationaliste dont pourrait tout à fait s'accommoder un patronat obsédé par la compétitivité et les gains de parts de marché. »

Il en va de même avec l'euro, auquel l'auteur ne fait qu'une référence incidente, mais sans laisser de doute quant au fait que pour lui il faudrait le conserver : « contrairement aux dévaluations compétitives prônées par les partisans de la sortie de l'euro »...

Cédric Durand et Razmig Keucheyan, ne partagent pas de telles illusions. Signalant cette évidence que les mesures préconisées par le PGE et le FdG (notamment « un budget européen substantiel et une banque centrale soutenant les finances publiques, des investissements dans les infrastructures écologiques et une assurance chômage continentale ») sont « contraires au code génétique des traités européens en vigueur », ils ne croient pas non plus que l'on puisse réformer des institutions « dont les fondements démocratiques sont dans le meilleur des cas très faibles, mais le plus souvent inexistant ».

L'Union européenne n'est pas un Etat mais un accord interétatique. Ce n'est pas un pays, supra ou plurinational, même en devenir, mais un ensemble de traités (néolibéraux) et d'institutions (non démocratiques). Imaginer la possibilité d'une transformation politique et sociale progressiste sans rupture avec les institutions nationales en vigueur (ici la V^e République, ailleurs des monarchies...) est déjà outrancier. Mais transposer une telle perspective au niveau de l'UE, cela va au-delà du réformisme.

UN SCÉNARIO POUR UNE BONNE PART COMMUN

Avant d'aboutir à ce désaccord, certes substantiel, Durand-Keucheyan et Khalifa partagent cependant une grande partie du raisonnement. Avant que leurs chemins ne divergent, les uns et les autres insistent en effet sur le fait qu'un ou des gouvernements authentiquement de gauche surgis-

sant dans un ou des pays de l'UE devraient « désobéir aux traités ».

Pour les premiers, cela impliquerait une rupture avec l'Union européenne : « au cas où elle connaîtrait des succès électoraux dans un ou plusieurs pays, ce qui est tout à fait possible, une gauche en rupture avec le néolibéralisme sera donc placée devant une alternative implacable : ravalier ses ambitions de transformation écologique et sociale afin de devenir euro-compatible, ou désobéir et in fine rompre avec l'UE. Il n'y a pas de troisième possibilité. » Pour le second, comme on l'a vu, cela ouvrirait la voie à un processus de refondation de cette même Union : « un gouvernement de gauche désobéissant aux traités au nom d'une autre conception de l'Europe mettrait les gouvernements européens au pied du mur, et les confronterait à leur opinion publique (...) En montrant concrètement qu'il est possible de rompre avec le néolibéralisme, un gouvernement de gauche rendrait cette perspective crédible au niveau européen. »

Mais, les passages cités le montrent, les différents interlocuteurs ont encore entre



En Espagne : « Merkel, hors de notre pays ». DR.

eux un autre accord de fond: celui de considérer qu'avant le moment de la «désobéissance», le fait générateur serait l'installation en Europe d'un, éventuellement de plusieurs, gouvernements «de gauche» par la voie électorale, institutionnelle.

UNE AUTRE PERSPECTIVE

Or, c'est un schéma peu crédible. Chacun a évidemment en tête la situation grecque et la possibilité que surgisse des prochaines élections un gouvernement de gauche dirigé par Syriza³. Mais justement, plus la possibilité d'une future victoire électorale de Syriza paraît se rapprocher, plus l'évolution du parti et de son appareil dirigeant rend un tel scénario improbable: les aspects progressistes de son programme officiel (par exemple sur la dette) sont gommés, des alliances sont recherchées sur sa droite (avec des secteurs du PASOK et même avec les Grecs Indépendants, liés en France à Dupond-Aignan), sans compter les réaffirmations répétées que le cadre de l'UE et celui de l'euro seraient respectés. Imaginons cependant, en tout cas n'écartons pas totalement, l'hypothèse que dans son *Programme de transition* de 1938 Trotsky jugeait déjà «pour le moins peu vraisemblable»: «il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la

possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis» (tels que Syriza) «puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie».

L'expérience des partis et Etats bureaucratiques-staliniens a montré que ceux qui, dans de telles circonstances, ont pu à un moment donné «aller plus loin dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie» se sont simultanément retournés contre la classe ouvrière – dans leurs frontières et internationalement. Mais c'était une autre époque et de tels phénomènes ont aujourd'hui perdu leur actualité. Ce qu'il importe ici de souligner, c'est que le type de situation objective qui pourrait éventuellement rendre possible une radicalisation (très hypothétique, mais considérons l'hypothèse) de formations réformistes antilibérales aurait, dans le même temps, des répercussions très rapides dans toute l'Europe – voire même s'inscrirait elle-même d'emblée dans une vague européenne. Sans parler du fait que des mesures progressistes un peu conséquentes qui seraient prises par tout éventuel gouvernement européen (par exemple une annulation de dette) auraient des effets

boule de neige immédiats au niveau du continent, à commencer par la situation de ses principales banques.

L'interpénétration très avancée des économies européennes, tout comme la communauté de destin de leurs peuples face à l'austérité capitaliste et à la tutelle néolibérale des institutions de l'UE, rendent un tel processus beaucoup plus plausible que dans le passé. L'internationalisation des révoltes populaires et des processus révolutionnaires, typique de ces dernières années (du Caire à Madrid et Barcelone, New York et Sao Paulo, maintenant Kiev et Tuzla), en renforce la crédibilité.

En d'autres termes, un processus de «rupture» serait d'emblée – ou en tout cas deviendrait très vite – non pas national mais européen. Durand et Keucheyan affirment par ailleurs que «ce n'est qu'une fois la rupture avec l'UE consommée que la vraie politique pourra commencer: politique de plein emploi, réorientation de l'économie en fonction des besoins sociaux, intégration internationale solidaire, planification de la transition écologique...» Il n'y aura pourtant aucune «vraie politique» de ce type qui pourrait se mettre en place tranquillement et «démocratiquement»; mais bien plutôt une déstabilisation générale et un processus d'éclatement de l'UE – dans un cadre de révolutions et (comme c'est toujours le cas) de contre-révolutions voire de guerres.

Préconiser une ou des ruptures nationales avec l'Union européenne signifie ainsi s'inscrire dans un scénario fort peu vraisemblable. Mais c'est aussi préconiser une orientation politique qui, nonobstant les confusions possibles avec le discours de courants souverainistes ou nationalistes, ne prépare pas aux affrontements à venir.

L'alternative est d'indiquer que les institutions de l'UE, foncièrement, consubstantiellement anti-ouvrières et antisociales sont à renverser, mais qu'elles ne pourront l'être que par l'action conjointe des travailleurs et des opprimés d'Europe. Nous sommes toutes et tous dans la même galère, confrontés à des forces qui nous sont aujourd'hui infiniment supérieures. Nous ne pourrions nous en sortir qu'en nous unissant et en joignant nos forces. Et en préparant ainsi, dans le même temps, l'avènement d'une autre Europe, démocratique, des travailleurs et des peuples. □

¹ Yann Cézard en a fait une recension critique dans le numéro 46 (septembre 2013) de notre revue.

² Voir <http://www.regards.fr/web/Desobeir-a-l-Union-europeenne,7338> pour la contribution de Durand et Keucheyan, <http://www.regards.fr/web/Desobeir-a-l-Union-europeenne-pour,7352> pour la réponse que leur fait Khalifa.

³ Voir notamment l'article d'Emil Ansker, «La gauche révolutionnaire grecque à un tournant?», dans le numéro 51 (février 2014) de cette revue.



Les marxistes révolutionnaires et l'Europe, éléments d'histoire

PAR FRANÇOIS SABADO

La question de l'Europe est indissociable de l'histoire de la formation du mouvement ouvrier. Si la construction européenne est récente, la discussion sur la question de l'Europe a commencé dès le milieu du 19^{ème} siècle, simultanément à l'émergence du mouvement ouvrier.

Dès 1848, Marx pense le combat démocratique et socialiste comme un combat européen. Il travaille sur la dialectique des luttes des classes entre la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre.

C'est cette analyse du cadre européen qui débouche sur la nécessité de combiner les « unifications nationales » – des Etats nations : l'unité de l'Allemagne, de l'Italie –, le soutien aux indépendances de la Pologne et de l'Irlande et, sur la base de la Révolution française, l'approfondissement des luttes de classes en France. L'Europe, appuyée sur la formation ou la consolidation des Etats nations, est considérée comme un cadre stratégique pour le développement des luttes de classes de l'époque. Marx pensera son projet communiste à l'échelle européenne, notamment en reprenant une citation qui allait parcourir nombre de proclamations internationalistes européennes : « un spectre hante l'Europe, le communisme ».

Les premières discussions sur les formes politiques de l'unification de l'Europe ont lieu dans le mouvement ouvrier après le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Lénine est le premier à s'emparer de la question en avançant le mot d'ordre d'« Etats-unis républicains d'Europe », tourné contre les monarchies allemande, autrichienne et russe, lié au renversement révolutionnaire des trois monarchies les plus réactionnaires d'Europe, la russe en tête, cela dans la perspective de révolutions politiques démocratiques. Il formule ainsi, dès le début de la guerre, les tâches politiques de la social-démocratie révolutionnaire : « propagande en faveur d'une république allemande, d'une ré-

publique polonaise, d'une république russe et d'autres encore, et de la transformation de tous les Etats européens en Etats-unis républicains d'Europe; tel doit être l'un des mots d'ordre les plus immédiats »¹.

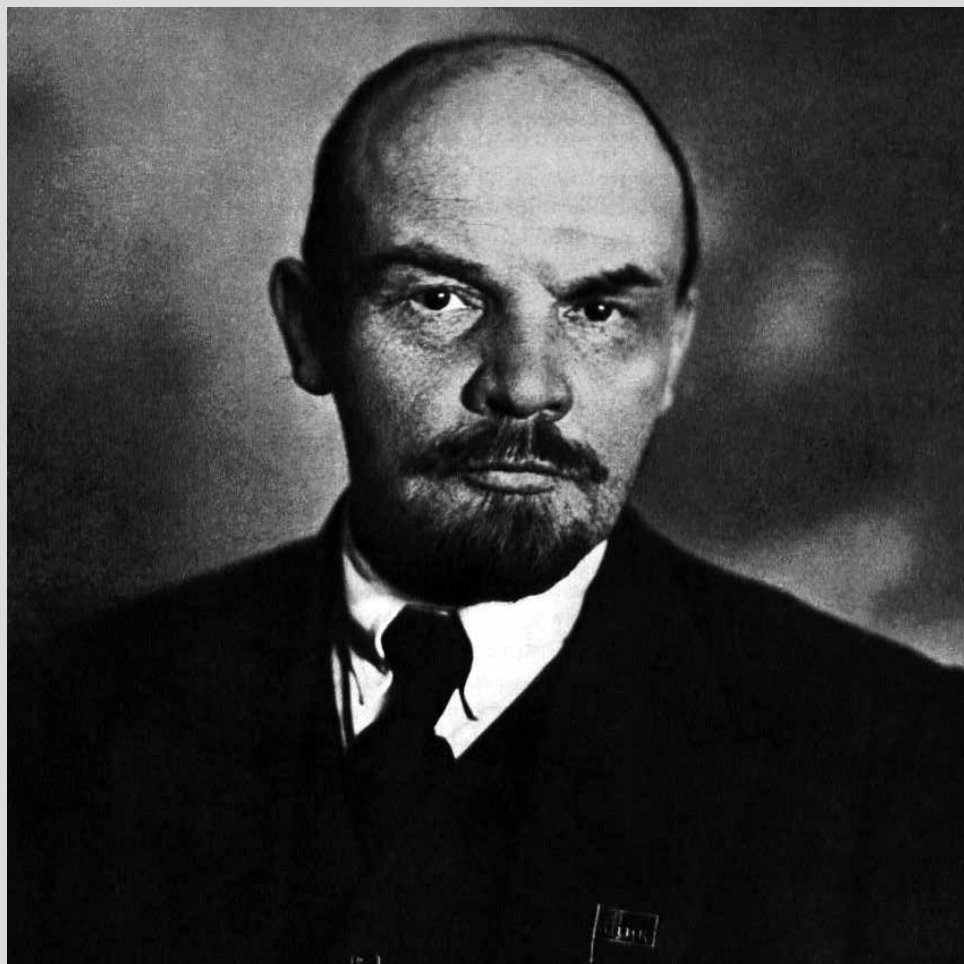
DÉBAT LÉNINE-TROTSKY

Pourtant, en 1915, tout en poursuivant sa réflexion sur le terrain européen Lénine va retirer ce mot d'ordre en argumentant ainsi : « Mais si le mot d'ordre des Etats-unis républicains d'Europe formulé en connexion avec le renversement révolutionnaire des trois monarchies les plus réactionnaires d'Europe, la monarchie russe en tête, est absolument invulnérable comme mot d'ordre politique, du point de vue des conditions économiques, les Etats unis d'Europe en régime capitaliste sont ou bien impossibles (la concurrence) ou réactionnaires ». Lénine ajoute qu'une « Europe capitaliste peut servir à étouffer le socialisme »².

Trotsky reste quant à lui sur la ligne des « Etats-unis républicains d'Europe ».

Pierre Broué, dans son *Trotsky*, évoque le débat qui a opposé les deux révolutionnaires, en indiquant que pour Lénine le mot d'ordre de Trotsky est « opportuniste et générateur d'illusions ». Il est difficile de démêler les ressorts de la position de Lénine sur cette question : l'attitude des dirigeants du mouvement ouvrier, en particulier en Allemagne, face à la guerre et les conséquences de cette défaite historique le conduisent-il à se concentrer sur le renversement du tsarisme en relativisant les perspectives européennes ? Ce débat n'est-il pas un des effets de la violence des luttes fractionnelles dans la social-démocratie russe (Lénine considérait Trotsky comme un « centriste » entre les mencheviks et les bolcheviks) ?

Mais au-delà des problèmes de formulation sur la perspective européenne, Lénine comme Trotsky, avec leurs positions respectives, vont rejoindre le camp de ceux qui dans le mouvement social-démocrate refuseront l'union sa-





crée avec leur propre bourgeoisie. Ils insisteront l'un et l'autre, après la conquête du pouvoir par les révolutionnaires russes, pour penser la révolution dans sa dimension européenne, notamment dans les liens entre la jeune révolution russe et la montée de la révolution dans les années 1920, particulièrement en Allemagne.

LES ETATS-UNIS D'EUROPE

En mai 1917, en pleine révolution russe, Trotsky, reprend ce mot d'ordre en le reformulant comme «Etats-unis d'Europe», comme un des objectifs du programme de la paix du Parti bolchevique. C'est un mot d'ordre contre la guerre impérialiste, contre la concurrence inter-impérialiste, pour la démocratie: «les Etats-unis d'Europe sans monarchie, sans armée permanente, et sans diplomatie secrète, voilà la clause la plus importante du programme de paix prolétarien»¹. «Une union économique européenne réalisée par le haut n'est que pure utopie, il ne pourrait s'agir que de demi mesures et compromis partiels... Une union source de développement et de culture ne peut être réalisée que par le prolétariat combattant le protectionnisme impérialiste et son instrument le militarisme». Trotsky répond ici, sans le citer, aux réserves émises par Lénine.

Autre point méthodologique intéressant, il développe ce qu'il convient d'opposer à une réalisation réactionnaire de l'Europe: «si le militarisme allemand

réussissait à unir, par la violence, la moitié de l'Europe, quel serait le slogan du prolétariat européen? L'éclatement de l'union européenne ligotée et le retour des peuples à l'isolement national? Le rétablissement de douanes «autonomes», de monnaies «nationales», d'un code social «national»? Evidemment, non. Le programme révolutionnaire comporte la destruction de la forme antidémocratique d'une Union réalisée par la violence. En d'autres termes, notre slogan sans armée permanente et sans monarchie est le slogan unificateur et directeur de la révolution européenne.»

Pas de retour au cadre national contre le cadre européen, mais lutte sur le terrain européen, en formulant des éléments de stratégie d'extension de la révolution russe, mais en prenant également en compte l'hypothèse d'une victoire de l'impérialisme allemand.

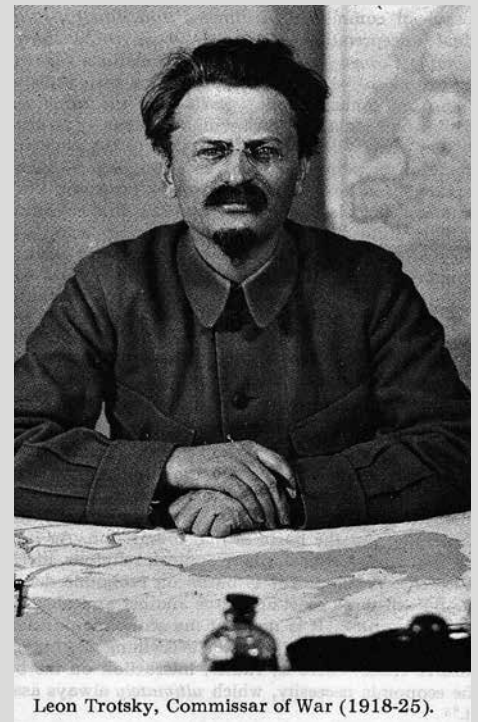
POURQUOI L'EUROPE?

Trotsky précise aussi «face à ceux qui demandent, dogmatiquement, "pourquoi l'unification de l'Europe et non du monde tout entier?" L'Europe n'est pas seulement une appellation géographique, mais une collectivité économique et de culture historique. La révolution européenne n'a pas à attendre la révolution en Asie et en Afrique, pas même en Amérique et en Australie». Si nous passons du cadre national au cadre mondial par l'Europe, c'est en fonction de l'existence d'un espace historique et politique.

Il pousse le raisonnement, sur un plan intra-européen, en insistant sur le développement inégal du capitalisme en Europe même et des luttes de classes: «que chaque nation ne doive pas «attendre» les autres dans sa lutte, est une pensée élémentaire qu'il est bon et indispensable de répéter, afin que l'idée d'un Internationalisme parallèle ne se convertisse pas en celui d'un Internationalisme attentiste. N'attendant pas les autres, nous poursuivons notre lutte avec la ferme conviction que notre initiative donnera l'impulsion voulue à la lutte des autres pays.» Il reprendra plus tard, dans ses Thèses sur la révolution permanente, le fait que «la révolution commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur le plan mondial». Et, plus loin: «si ceci ne se produisait pas, il serait désespérant de penser, comme en témoignent les expériences historiques et les conceptions théoriques, que, par exemple, la Russie révolutionnaire pourrait se trouver devant une Europe conservatrice, ou que l'Allemagne

socialiste pourrait demeurer isolée dans un monde capitaliste...» Malheureusement, c'est ce qui se passera.

Trotsky reprendra cette bataille en 1923 contre les conséquences de la guerre, celles du traité de Versailles qui allait démembrer l'Allemagne et favoriser les conditions de la poussée nazie. Les Etats-unis d'Europe sont la solution pour un développement économique et social coordonné, à l'opposé de l'Europe déchirée, délabrée, se préparant à de nouvelles guerres. Il lie cette bataille à celle du gouvernement ouvrier et paysan, ou gouvernement ouvrier, la forme transitoire vers le socialisme que prend la lutte des travailleurs pour le pouvoir. Pour répondre à la nouvelle situation mondiale et peut-être aux objections de Lénine sur «le caractère réactionnaire d'une Europe impérialiste», Trotsky va relier, dans ses textes de 1923⁴ ou dans sa brochure de 1926 «Europe et Amérique», la question de l'Europe à la défense d'un programme de transition au socialisme. Cette façon de donner un contenu social et démocratique à la perspective européenne se traduira dans les formulations d'«Etats-unis socialistes d'Europe». □



Leon Trotsky, Commissar of War (1918-25).

1 Lénine, «Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne», écrit au plus tard le 24 août (6 septembre) 1914.

2 Lénine, «Du mot d'ordre des Etats-unis d'Europe», août 1915.

3 Trotsky, «Le programme de la paix», mai 1917.

4 Trotsky, «Les conditions sont-elles mûres pour le mot d'ordre des "Etats-Unis d'Europe" ?», 30 juin 1923.

Le paysage contrasté des extrêmes droites en Europe

PAR BERTOLD DU RYON

Nombreux seront les pays qui enverront à Strasbourg davantage de députés d'extrême droite que sous la mandature 2009 à 2014. Les effets de la crise économique et sociale qui a marqué l'ensemble de cette période, la méfiance accrue vis-à-vis des politiques et des institutions de l'Union européenne ou encore les déceptions engendrées par plusieurs gouvernements « de gauche » risquent de favoriser ces formations.

INTÉRESSANTE DÉCISION DES JUGES ALLEMANDS...

Par ailleurs, la décision récente du tribunal constitutionnel fédéral d'Allemagne – qui a supprimé, le 26 février 2014, toute barrière minimale à l'entrée du parlement européen – augmente fortement les chances de l'extrême droite allemande d'y avoir des députés. Jusqu'ici, une barrière sous forme d'un seuil minimum de 5% des voix était appliquée aux élections nationales en Allemagne, mais abaissée (depuis 2011) à 3% pour les élections européennes. Or, en ce mois de février 2014, les juges constitutionnels allemands ont décidé que cette nouvelle barrière était elle aussi contraire à la constitution allemande.

La logique de leur décision repose sur le fait que le parlement européen n'a aucun pouvoir face à l'exécutif. Si la barrière des 5% se justifie en Allemagne, par la nécessité de former des majorités et des oppositions stables face à l'exécutif (dans un contexte de scrutin proportionnel), la même nécessité n'existerait pas au parlement européen... Le parlement de Strasbourg ne faisant pas le poids, ce n'est pas très grave s'il est plus « éparpillé » ! Voilà, en tout cas, l'intéressante logique de cette décision des juges allemands...

Ainsi, le pays le plus peuplé de l'Union pourrait envoyer des députés appartenant, non pas à une formation de droite nationaliste ou d'extrême droite, mais à plusieurs à la fois. De l'AfD (« Alternative pour l'Allemagne »), parti souverainiste et « eurosceptique » auquel les sondages promettent environ 5%, jusqu'au NPD – une formation quasi ouvertement néonazie qui existe depuis

« Anti-européisme » : quand Marine Le Pen croise un militant du MPEP... DR.



1964, mais a été marginale pendant la plupart de son existence –, il existe toute une gamme de formations politiques à droite de la droite. Comme il suffira d'environ 1% des voix exprimées pour décrocher un siège à Strasbourg, cela semble à portée même du NPD, dont les énergies militantes sont galvanisées par cette perspective.

UNE UNITÉ NON ÉVIDENTE

Mais la forte probabilité que l'extrême droite voie sa présence au parlement européen renforcée ne signifie pas qu'elle y constituera de façon certaine un bloc soudé et puissant. Le passé récent a montré que des divisions se sont facilement fait jour entre différentes

formations d'extrême droite, à l'échelle européenne. Ainsi, le premier groupe parlementaire commun formé par de tels partis à Strasbourg, de 1989 à 1994, a explosé au bout de quelques mois sur fond de rivalités entre les néofascistes italiens du MSI (« Mouvement social italien ») et les « Republikaner » ouest-allemands. Alors que les « REPs » allemands – qui ont dû quitter le parlement européen en 1994 – insistent sur le « caractère allemand » du « Tyrol du sud » (la province italienne du Haut-Adige, passée en 1918 de l'Autriche à l'Italie), cela déplaisait fort aux eurodéputés italiens du MSI.

En 2007, rebelote : sous la présidence de Bruno Gollnisch, une vingtaine d'euro-

Les extrêmes droites européennes vont probablement renforcer leur présence au prochain parlement européen, qui sera élu fin mai 2014. Or, elles ne forment pas un paysage homogène, loin de là. Au-delà des différences de profil politique ou idéologique, leur unité est aussi minée par des différends à fondement nationaliste.



députés d'extrême droite venant d'une petite dizaine de pays (France, Italie, Belgique, Autriche, Roumanie et Bulgarie...) réussirent à former un groupe. Le nombre minimum d'eurodéputés, exigé pour la formation d'un groupe, était atteint suite à l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union. A l'époque, ces deux pays comptaient des formations d'extrême droite fortes : le « Parti de la Grande Roumanie » (PRM) et le parti bulgare Ataka, même si leur poids s'est relativisé depuis.

Or, au cours de la même année, le groupe s'est désagrégé à nouveau : il explosa en novembre 2007, suite à une vague de pogroms en Italie dirigée contre des Roms, sur fond de rumeurs attribuant des crimes

(viols) à ce groupe de population. En plein élan, l'eurodéputée italienne Alessandra Mussolini – oui, la « petite-fille de... » – s'écria un peu trop fortement qu'il fallait virer tous les Roumains d'Italie, y compris l'ambassadeur de ce pays. Les eurodéputés roumains du PRM protestèrent vivement, insistant sur le fait que selon eux, il ne fallait surtout pas « confondre » Roms et Roumains... Le groupe explosa et, par la suite, les forces d'extrême droite ne réussirent plus à atteindre le nombre minimum de députés exigé (relevé à 25 suite à l'élection de 2009).

EN 2013, UN REGROUPEMENT PARTIEL

Aujourd'hui, plusieurs forces d'extrême droite se présentent ensemble aux pro-

chaines élections européennes. Le 15 novembre 2013, six d'entre elles ont conclu un pacte électoral à Vienne. C'est le FPÖ de Heinz-Christian Strache (« Parti de la liberté d'Autriche », fondé en 1956 puisque la surveillance des Alliés contre une résurgence d'un parti héritier du nazisme fut levée en 1955, suite au Traité de neutralité) qui les a accueillies dans la capitale autrichienne. Les autres participants étaient le FN français – représenté à l'occasion par sa députée Marion Maréchal-Le Pen –, le Vlaams Belang (« Intérêt flamand ») de Belgique, la Ligue du Nord (italienne), les « Démocrates suédois/SD » ainsi qu'un parti nationaliste slovaque, le SNS.

Un autre parti n'était pas présent à Vienne, mais Marine Le Pen avait rencontré son chef deux jours plus tôt, le 13 novembre à La Haye. Il s'agit du « Parti pour la liberté » (PVV) néerlandais, dont le fondateur et chef Geert Wilders avait donné à cette occasion une conférence de presse commune avec la présidente du FN. Au même moment, ils s'étaient également promis mutuellement de travailler ensemble avant la prochaine élection européenne puis, après le scrutin, au futur parlement. Cependant, au moins un parti entretenant une relation suivie avec Geert Wilders, et qui fut appelé par ce dernier à se joindre aussi à l'alliance, a publiquement décliné l'offre. Le 14 novembre 2013, le porte-parole du « Parti du peuple danois » (DFP), Soren Sondergaard, déclara qu'il était hors de question de s'allier avec le FN français : Jean-Marie Le Pen avait selon lui encore trop de pouvoir au sein de ce parti, dont l'histoire était (toujours selon Sondergaard) trop fortement marquée par l'empreinte de l'antisémitisme. Ce dernier ne fait guère partie de l'héritage du PVV néerlandais ni du DFP au Danemark, des formations avant tout opposées à l'immigration musulmane.

En revanche, le FN français a exclu, le 15 février 2014, de coopérer avec certaines formations en Europe. En font partie : le Jobbik hongrois (trop antisémite et trop amateur de nationalismes asiatiques, dont le nationalisme turc), Aube Dorée en Grèce (trop ouvertement néonazi) et le parti bulgare Ataka (trop violent dans son discours).

En dehors même des luttes liées à des rivalités nationalistes, le paysage de l'extrême droite en Europe ne présente pas un visage uniforme. Il est en effet traversé par une série de clivages.



ETAT-NATION, RÉGIONS, EUROPE

Plusieurs partis d'extrême droite sont adeptes d'un centralisme fort à l'échelle de l'Etat-nation. C'est le cas en France du FN (auquel s'opposent sur ce point les « Identitaires », adeptes des « *identités enracinées régionales* » complétées par les « *identités nationale et européenne* »). Le FN présente ainsi les régions comme des « *parasites* » qui visent à affaiblir l'Etat-nation ; agissant – dans une sorte de mouvement de pince – de concert avec l'Union européenne, elles représenteraient une menace envers la souveraineté de la nation.

Mais ce point de vue est loin d'être partagé par l'ensemble des forces d'extrême droite. Certaines d'entre elles sont au contraire adeptes d'une régionalisation poussée, voire de l'indépendance d'une région particulière, opposée au reste du pays. Notamment la Ligue du Nord en Italie. Ce parti raciste et régionaliste, fondé en 1989, a oscillé au fil des ans entre indépendantisme et fédéralisme à l'échelle de l'Italie. Il s'est opposé sur la question de l'unité nationale aux héritiers du MSI (l'ancien Mouvement social italien, néofasciste), alors que les deux forces ont appartenu ensemble à plusieurs gouvernements, depuis la formation du premier cabinet de Silvio Berlusconi, en avril 1994. Dans ses premières années, la Ligue du Nord avait même plastronné qu'au sud de Rome « *commence l'Afrique* ». Au fond, elle considère que ces gens du Sud italien « *paresseux et gangrénés par la mafia* » ne font qu'engloutir l'argent gagné dans le Nord industrialisé. Aujourd'hui, elle a un peu modéré le ton vis-à-vis des autres parties de l'Italie, tout en durcissant celui qu'elle emploie contre l'immigration.

C'est encore plus clairement le cas du Vlaams Belang en Belgique, héritier depuis 2004 du Vlaams Blok (Bloc flamand), formellement dissous après la disparition de son financement public pour cause de racisme trop poussé. Sous son ancien comme sous son nouveau nom, ce parti avance le slogan « *Belgie barst* », traduit en français « *Que la Belgique crève !* » Héritier du nationalisme flamand, notamment de ses courants qui ont collaboré avec l'Allemagne nazie pendant la Deuxième Guerre mondiale, il milite pour l'indépendance d'une Flandre qui quitterait le royaume belge pour éventuellement s'associer avec les Pays-Bas voisins. La particularité du cas flamand réside dans le fait que cette partie nord de la Belgique a été, historiquement, opprimée lin-

guistiquement et marginalisée économiquement (la grande bourgeoisie étant francophone depuis le 19^e siècle), avant que la situation ne se renverse à partir des années 1960. Aujourd'hui, la Flandre est la partie de loin la plus riche de la Belgique, sur fond de crise de l'ancienne industrie lourde concentrée en Wallonie. Alors que le nationalisme flamand garde un côté revanchard, en souvenir de l'ancienne position subalterne de la Flandre à l'intérieur du royaume de Belgique, ses positions se combinent aujourd'hui en même temps avec des positions néolibérales (notamment quand il s'agit de casser le système de sécurité sociale belge, en rompant toute péréquation financière et toute solidarité entre les régions). Néanmoins, le Vlaams Belang se trouve en perte de vitesse depuis 2009, dans la mesure où un parti nationaliste-flamand de droite dure, mais n'ayant pas de racines fascistes contrairement au VB, s'est mis à chasser sur ses terres. Celui-ci, la « Nouvelle alliance flamande » (NVA), est aujourd'hui devenu le parti dominant en Flandre, dirigé par Bart de Wever qui est devenu maire d'Anvers.

LES ALLIANCES

AVEC LA DROITE « TRADITIONNELLE »

Le positionnement vis-à-vis d'une éventuelle participation gouvernementale ou (en tout cas) à une majorité parlementaire est un autre facteur de division. Aujourd'hui, la majorité des partis « à droite de la droite » dotés en Europe de l'Ouest d'une certaine surface électorale ont participé à des majorités parlementaires. Le DFP Danemark a soutenu un gouvernement conservateur-libéral d'octobre 2001 à septembre 2011, le PVV des Pays-Bas l'a fait de juin 2010 à avril 2012.

D'autres sont même entrés dans des cabinets gouvernementaux. Ainsi, différentes forces de l'extrême droite italienne – Ligue du Nord, MSI puis une partie de ses héritiers – ont participé à trois gouvernements dirigés par Silvio Berlusconi, en 1994, de 2001 à 2006, puis entre 2008 et 2013. Le FPÖ autrichien a lui aussi envoyé des ministres dans un gouvernement commun avec le parti conservateur et chrétien-social ÖVP (« Parti du peuple autrichien ») entre 2000 et 2005/06.

La particularité du cas autrichien réside dans le fait que le FPÖ avait obtenu en octobre 1999 un nombre de voix (autour de 27%) légèrement supérieur à celui de l'ÖVP, derrière la social-démocratie. Mais par la suite il dégringola rapidement : 10% aux élections anticipées (suite à une crise gouvernementale) de novembre 2002, 6% aux élections européennes de

juin 2004. Ce n'est qu'après être rentré dans l'opposition et suite à sa scission (temporaire) de 2005 qu'il retrouva des scores plus importants. Par ailleurs, en dehors de l'Union européenne, le « Parti du progrès » (FrP) de Norvège, anti-impôts et anti-immigration, participe avec sept ministres au gouvernement depuis octobre 2013.

En revanche, le FN français a toujours refusé d'être le partenaire minoritaire d'une alliance avec la droite – qui pour une série de raisons n'y est pas non plus favorable. De même des partis à forte rhétorique « anti-système », tels que le NPD allemand, ne peuvent-ils aucunement s'attendre à être intégrés dans une alliance, à court ou moyen terme.

LE POSITIONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Une troisième ligne de clivage est la question du positionnement économique et social, qui rejoint partiellement celle de la possibilité d'une alliance avec la droite classique.

Plusieurs partis d'extrême droite adoptent avant tout un discours de défense de la (surtout petite) propriété, du refus de l'impôt et du partage ; même si cet aspect est ethnicisé, en promettant aux pauvres « nationaux » d'être toujours mieux traités que les pauvres « allochtones ». Un tel discours reste largement compatible avec celui de la droite conservatrice ou libérale, n'empêchant donc aucunement une alliance.

Mais d'autres formations misent sur une récupération de la colère sociale et du mécontentement populaire, tentant (au besoin en renforçant un discours basé sur le « complot contre les nations et les travailleurs », et/ou en ayant recours à un antisémitisme à connotation économique) de se présenter comme une force de revanche sociale. Il s'agit pour elles d'apparaître comme une alternative « radicale » y compris aux forces conservatrices et réactionnaires bourgeoises.

Le premier positionnement est typiquement celui des partis anti-immigration et anti-impôts de l'Europe du nord, par exemple le « Parti du progrès » en Norvège, qui ne se veulent nullement anticapitalistes ni même antilibéraux. Le second a été adopté en totalité ou en partie, suite à un tournant « national-social » les éloignant d'un positionnement initial plutôt ultralibéral, par des formations telles que le FN français ou le FPÖ autrichien. Mais cela rend plus difficile et plus contradictoire une éventuelle alliance avec des forces de la droite « classique ». □

40 ans après, grandeurs et limites de la Révolution portugaise

PAR UGO PALHETA

Le 25 avril prochain, le Portugal fêtera le quarantième anniversaire de la « Révolution des œillets ». Dernier exemple d'un soulèvement populaire et radical dans le monde occidental, elle fit tomber la plus vieille dictature d'Europe et s'approfondit jusqu'à menacer le pouvoir de la bourgeoisie. Alors que l'offensive capitaliste s'accélère dans toute l'Europe, et en particulier dans les pays d'Europe du sud, c'est là un spectre bien encombrant pour la classe dirigeante portugaise et pour la troïka (Commission européenne, BCE et FMI), qui ne craignent rien tant qu'une irruption des classes populaires sur la scène politique et sociale.



D'avril 1974 à novembre 1975, la classe ouvrière portugaise va ainsi chercher à briser l'appareil d'Etat hérité du régime salazariste et à inventer les voies d'un socialisme démocratique, dans des conditions d'arriération économique et de répression politique léguées par une dictature qui se sera maintenue plus de quarante ans. S'enracinant en partie sur le terrain des contradictions propres au colonialisme portugais, la révolution s'ouvre le 25 avril 1974 par une révolte de capitaines organisés dans le cadre du Mouvement des forces armées (MFA), avant de se radicaliser par bonds – à travers l'auto-organisation croissante dans les entreprises et les quartiers, parmi les soldats et les paysans – en réponse aux tentatives successives de la classe dominante d'en arrêter le cours.

Il faudra toute la détermination contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, s'appuyant sur les fractions conservatrices de l'armée et le pouvoir idéologique de l'Eglise, pour faire refluer la combativité populaire et la montée d'une large conscience anticapitaliste. La responsabilité en revient également aux deux grands partis de la gauche portugaise, à des titres différents: là où le

Parti socialiste (PSP) assumera pleinement la tâche de gérer loyalement les intérêts de la bourgeoisie et de maintenir les structures de l'Etat capitaliste, le Parti communiste (PCP) consacra une grande partie de son énergie à détourner le prolétariat de toute action politique autonome et à limiter les objectifs de lutte, cherchant à saper l'audience croissante des groupes d'extrême gauche (maoïstes et trotskystes).

UNE RÉVOLUTION QUI VIENT DE LOIN

Une révolution n'est jamais un éclair dans un ciel serein; elle s'annonce à travers de multiples indices avant-coureurs qui, le plus souvent, ne deviennent lisibles en tant que tels qu'après-coup, une fois le soulèvement populaire amorcé.

Cette difficulté à interpréter les modifications silencieuses du rapport de forces et les soubresauts de la colère populaire explique pourquoi les organisations authentiquement révolutionnaires sont rarement à l'initiative durant les premiers moments d'une révolution et peuvent éprouver les plus grandes peines à conquérir une influence au sein des mouvements de

masse, en particulier lorsqu'ils sont confrontés à des partis mieux structurés, disposant de moyens financiers supérieurs, d'un accès régulier aux grands médias et d'une audience acquise de longue date.

La Révolution portugaise prend racine dans la crise du régime salazariste. Dictature fasciste s'appuyant sur une idéologie réactionnaire dont s'inspirera le régime de Vichy, l'*Estado novo* présente des traits originaux par rapports aux fascismes mussolinien et hitlérien, qui permettent d'en expliquer à la fois la longévité et la faiblesse au moment de sa crise du début des années 1970.

Si le régime fondé en 1933 par Salazar¹ se maintient aussi longtemps, c'est qu'il est parvenu à unir les différentes fractions de la classe dominante portugaise autour d'un projet politique fondé sur la répression de toute opposition syndicale et politique², assurant la surexploitation du prolétariat et la défense de la grande propriété foncière, mais aussi sur le maintien d'une domination coloniale particulièrement brutale.

Néanmoins, contrairement aux dictatures mussolinienne et hitlérienne, l'avènement et l'installation de cette dictature n'est pas le produit d'une radicalisation politique de la petite bourgeoisie ou d'une fraction de la bourgeoisie, s'exprimant dans des partis fascistes de masse combattant les organisations de la classe ouvrière. Ce n'est qu'une fois l'appareil d'Etat mis en place par Salazar que celui-ci jugera opportun de développer un parti unique – l'Union nationale, devenue plus tard l'Action nationale populaire – qui n'eut jamais la vigueur et l'autonomie du Parti nazi (NSDAP) en Allemagne. Non seulement le régime ne parvient pas réellement à susciter une adhésion de masse à sa politique, mais la bourgeoisie demeure incapable de se structurer de manière autonome dans le champ politique. Cela explique en partie l'hébétément de cette dernière dans la période postérieure au 25 avril 1974, incapable de trouver une solution capitaliste à la crise politique ouverte par la révolte des capitaines.

Mais ce sont essentiellement les guerres coloniales, engagées en 1961, qui vont bousculer les équilibres internes à l'*Estado novo*, en se nouant à la crise du régime ouverte par la candidature à l'élection présidentielle du général Humberto Delgado en 1958. Celui-ci parvient à unifier

sur son nom l'opposition antifasciste, restructurée et revivifiée après la Deuxième Guerre mondiale, mais l'élection se solde par une fraude électorale massive et par l'assassinat, en 1965, de Delgado.

Le régime se présente alors à tous sous son jour véritable : une dictature violente, réprimant par le meurtre, l'emprisonnement ou l'exil toute velléité d'opposition ou d'autonomie. Rapportées à la taille du pays, les guerres en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau vont coûter en vies humaines et en argent le double de ce que représenta la guerre du Vietnam pour les Etats-Unis³, traduisant la violence inouïe d'un régime s'accrochant à ses possessions coloniales.

LA DICTATURE ET SES CONTRADICTIONS

Non seulement l'armée portugaise commence à subir des défaites face aux mouvements de libération nationale, poussant l'*Estado novo* à accroître fortement ses dépenses militaires (et limitant de facto les investissements publics dans la métropole). Mais ces guerres finissent par susciter une importante lassitude dans l'armée, du côté des soldats et des officiers composant la hiérarchie intermédiaire, mais aussi dans la population. S'ajoutant à la misère et à la répression, le refus d'aller combattre pour défendre les colonies sera à l'origine d'un énorme mouvement d'émigration : au début des années 1970, près d'un quart du peuple portugais se trouve à l'étranger.

A partir de septembre 1973, des capitaines s'organisent pour formuler des revendications d'abord strictement professionnelles et corporatistes, mais qui vont rapidement s'élargir jusqu'à poser la question du maintien de la dictature fasciste. Le MFA naîtra ainsi des échecs de la guerre coloniale et de la frustration sociale de ces « cadres moyens » de l'armée, mais aussi de la pression que commencent à exercer les luttes ouvrières, paysannes et étudiantes au Portugal.

Alors dirigé par Marcelo Caetano⁴, le régime se caractérise au début des années 1970 par un haut niveau de déséquilibres économiques et de tensions sociales. Devenu dépendant des capitaux étrangers en raison des guerres coloniales et de son intégration en 1960 à l'AELE⁵ (qui précède un accord de libre-échange avec la CEE signé en 1973), le Portugal occupe une position dominée dans la division internationale du travail, et ne peut faire valoir comme « avantage comparatif » aux

capitaux impérialistes qu'une répression violente de la classe ouvrière, permettant d'abaisser artificiellement les salaires.

Se développe une industrie d'exportation, qui coexiste avec le maintien d'une agriculture largement archaïque, reposant – notamment dans l'Alentejo – sur d'immenses domaines possédés par des latifundistes faisant régner l'ordre dans les campagnes. Le Portugal connaît un développement industriel réel : le secteur secondaire occupe, en 1969, 35,5% de la population active, contre 26,5% en 1950). De même, la part des travailleurs salariés – incluant ouvriers, employés, techniciens, etc. – passe de 53,6% à 74,7% de la population active, atteignant 82,3% à Porto et 86,5% à Lisbonne.

La modernisation capitaliste de l'économie portugaise favorise ainsi l'émergence d'une classe ouvrière urbanisée et qui, au fil de ses luttes, prend conscience de sa force et s'organise (l'Intersyndicale regroupe en 1970 deux millions de



travailleurs). Les années 1968-1969 sont le théâtre de mouvements revendicatifs de grande ampleur dans les principales concentrations ouvrières: transports urbains, TAP (compagnie aérienne), Lisnave (chantiers navals), métallurgie, automobile, conserverie, etc. On voit également éclater des luttes dans la jeunesse mais aussi parmi les paysans de l'Alentejo, qui dès 1962 étaient parvenus à conquérir la journée de 8 heures grâce à la mobilisation de 300 000 ouvriers agricoles.

25 AVRIL 1974: ACTION MILITAIRE ET IRRUPTION POPULAIRE

C'est dans ce contexte que le MFA est créé clandestinement en mars 1974, dans une indépendance relative à l'égard de la haute hiérarchie militaire. Composée pour l'essentiel d'officiers subalternes et traversée par l'ensemble des courants de l'opposition antifasciste (des démocrates libéraux à l'extrême gauche en passant par la social-démocratie ou le PCP), c'est

cette organisation qui va préparer puis exécuter avec succès l'initiative militaire du 25 avril.

A 02h25, la célèbre chanson «Grandôla, Vila Morena» – interdite par le régime – est diffusée sur «Radio Renaissance» pour annoncer le lancement de l'action. Vers 3 heures du matin, les locaux des principales radios sont occupés, qui permettront de diffuser une série de communiqués dans les heures qui suivent, de même que les aéroports de Lisbonne et Porto. Les quartiers généraux des régions militaires des deux grandes villes, mais aussi les ministères, les bureaux de la police (PSP) et la banque du Portugal, sont assiégés par les troupes dirigées par le MFA.

Un ultimatum est adressé à Caetano qui, réfugié dans la caserne du Carmo au centre de Lisbonne, n'accepte de se démettre qu'à 16h30, exigeant de remettre la direction du pays à un officier supérieur, qui ne faisait pas partie du MFA,

afin que le pouvoir «ne tombe pas dans la rue»: Antonio de Spínola, un général démis de ses fonctions deux mois auparavant en raison de son opposition (très mesurée) à la politique du régime dans les colonies.

Néanmoins, on ne saurait réduire le 25 avril ni à un simple putsch, dans lequel certains virent la main de la CIA ou du groupe Bilderberg, ni même à une succession d'opérations militaires bien menées. C'est que la population portugaise descend spontanément dans la rue dès l'aube pour soutenir l'action du MFA (allant jusqu'à offrir des œillets aux militaires), fêter la fin de la dictature et veiller à ce que cette victoire ne lui soit pas volée, contredisant les communiqués du MFA qui l'invitaient à «garder son calme et à rentrer chez elle».

Un capitaine du MFA, Maia de Santarem, a d'ailleurs déclaré après-coup: «Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait faire quelque chose, parce que si nous ne le faisons pas, ce serait la population qui le ferait. Nous avions le sentiment que nous étions en train de marcher vers un abîme et que cet abîme aboutirait à une guerre civile où le peuple prendrait les armes». Même si cela ne reflète sans doute pas la gamme très variée des opinions au sein du MFA, il paraît clair que celui-ci n'avait ni prévu l'ampleur des manifestations de rue ni souhaité une telle irruption populaire.

Les militaires insurgés n'ont pas pu faire sans le peuple portugais, qui a d'emblée manifesté un grand esprit d'initiative en cherchant à mettre à bas l'appareil répressif du régime, aussi détesté qu'imposant⁶. Ainsi s'est affirmé un «25 avril d'en bas»⁷: les manifestants à Lisbonne se réunissent devant la caserne de la GNR (Garde nationale républicaine) où s'était réfugié Caetano, assiègent le quartier général de la PIDE (qui tire sur la foule) et les locaux du parti unique, envahissent et mettent à sac l'immeuble de la censure, encerclent la prison de Caxias jusqu'à obtenir la libération de l'ensemble des prisonniers politiques (y compris de ceux que Spínola voulait maintenir enfermés en raison des attentats qu'ils avaient commis).

Presque partout dans le pays on assiste aux mêmes scènes de liesse, traduisant l'euphorie de voir enfin la dictature tomber, mais aussi la vigilance populaire contre une transition qui se contenterait



de troquer un personnel dirigeant pour un autre en maintenant intacts les instruments de répression et de censure. Le peuple lisboète ne parviendra toutefois pas à éviter que Caetano s'enfuit tranquillement, escorté par les militaires du MFA, et laisse le pouvoir au général Spínola.

LUTTES DE CLASSE DANS LA RÉVOLUTION PORTUGAISE

Spínola est alors le dirigeant sur lequel compte la bourgeoisie portugaise, sa trajectoire personnelle rassurant tous ceux qui n'aspirent qu'à un polissage du régime et à une meilleure intégration du capital portugais au marché mondial, en somme une révolution sans révolution. Engagé volontaire aux côtés des franquistes durant la guerre civile espagnole (1936-39) puis avec les troupes nazies sur le front est au moment de la bataille de Stalingrad, loyal serviteur de l'Estado novo dans ses guerres coloniales (ce qui lui assure le soutien des sommets de la hiérarchie militaire), proche des milieux financiers portugais pour avoir fréquenté les salons de la riche famille capitaliste Champalimaud, Spínola apparaît alors à la classe dominante comme la seule solution pour maintenir le calme dans le pays.

Et c'est effectivement à limiter la combativité populaire, qui se déploie dans les jours suivant le 25 avril (en particulier lors de la manifestation du 1^{er} mai qui réunit entre 300 000 et 500 000 personnes), que va s'employer le «général au monocle». Non seulement Spínola va échouer, mais ses tentatives d'accroître son pouvoir pour empêcher la décolonisation et réprimer les grèves qui se multiplient aux mois de mai-juin 1974, vont aboutir à des mouvements de masse d'ampleur croissante. Le 16 mai 1974, le 28 septembre de la même année et le 11 mars 1975, les classes dominantes subissent des défaites retentissantes qui finissent par contraindre Spínola à s'enfuir en Espagne, où il fonde une organisation d'extrême droite se donnant pour objectif d'imposer un régime autoritaire.

Le 11 mars, la tentative de putsch est repoussée par la population qui forme des piquets devant les casernes, par les soldats et l'aile gauche du MFA qui s'organisent pour repousser les attaques des putschistes et par les travailleurs qui se mettent en grève partout dans le pays, à l'appel de l'Intersindical (qui organise

par ailleurs des manifestations très suivies dans la soirée). Cette victoire populaire constitue un tournant dans la révolution: non seulement l'échec du spinolisme laisse la bourgeoisie sans solution politique ni perspective stratégique (au moins provisoirement), mais les travailleurs portugais prennent confiance et se politisent.

D'avril 1974 à novembre 1975, les travailleurs portugais vont ainsi renouer avec les traditions combattives d'un mouvement ouvrier qui, sous la Première République (de 1910 à 1926), avait organisé pas moins de 158 grèves générales (près de 10 par an!), avant d'être brutalement réprimé après le coup d'Etat militaire de 1926. Même si la montée d'une conscience anticapitaliste demeure très inégale d'un secteur d'activité à l'autre et d'une région à l'autre, l'auto-organisation progresse indéniablement.

Dès le mois de mai 1974 sont organisées des occupations de maisons ou d'appartements vides par des familles pauvres, avant que des commissions d'habitants (moradores) se développent dans les villes. A la campagne, en particulier dans l'Alentejo, les ouvriers agricoles s'organisent pour arracher une véritable réforme agraire. Sur les lieux de travail, grèves et occupations s'accompagnent de la formation de commissions de travailleurs. Enfin, on voit émerger en août 1975 les comités SUV («Soldats unis vaincraient»), qui cherchent à favoriser l'auto-organisation et la politisation des soldats.

Ces initiatives demeurent minoritaires et ne sont pas structurées nationalement, si bien qu'on ne saurait parler d'une situation de «double pouvoir» sans prendre ses désirs pour la réalité. Auraient-elles pu constituer un embryon de pouvoir populaire? Sans doute, si du moins elles n'avaient été affaiblies par le sectarisme de certains mouvements maoïstes, et par l'hostilité des organisations réformistes, en particulier le PCP qui bénéficiait de loin de l'implantation la plus solide dans le monde du travail et dans les syndicats, n'acceptant de participer aux commissions de travailleurs que par crainte de perdre du terrain face à une extrême gauche dont l'audience était croissante.

Reste que les commissions de travailleurs, d'habitants et de soldats non seulement traduisent la radicalisation des mouvements de masse, en réponse aux velléités contre-révolutionnaires des classes dominantes, mais rappellent que la confrontation avec la bourgeoisie et

son Etat ne peut s'engager favorablement que si la classe des exploités et des opprimés parvient à se doter, au cours même de la crise révolutionnaire, d'instruments démocratiques de lutte capables de se muer en organes d'un pouvoir alternatif à l'Etat capitaliste, du local au national.

LES CLASSES DOMINANTES REPRENENT LA MAIN

L'hypothèque Spínola étant levée par la victoire du 11 mars, c'est en grande partie au sein du MFA – dont le prestige acquis le 25 avril reste très important tout au long de l'année 1975 – que vont se nouer les contradictions sociales et politiques ayant émergé du processus révolutionnaire, et que va se poser la question du pouvoir. En effet, le MFA prétend à la direction du processus et s'institutionnalise en mars à travers la création du Conseil de la révolution, et opère un tournant à gauche.

Sous la pression des travailleurs, le Conseil des ministres décide en effet une réforme agraire (qui reste très partielle mais va s'accompagner d'une multiplication des occupations de terres) et décrète, de mars à août, une série de nationalisations dans des secteurs clés de l'économie portugaise (banques, assurances, électricité, transports, sidérurgie, compagnies pétrolières, tabacs, cimenteries, etc.), sans que soient toutefois posées les questions décisives, du point de vue révolutionnaire, de l'indemnisation des anciens propriétaires et du contrôle des travailleurs sur la gestion des entreprises nationalisées.

Il serait trop long de revenir ici sur les mois qui séparent ce tournant à gauche dans la révolution et le putsch des 25 et 26 novembre 1975, mené par les fractions de droite et d'extrême-droite de la hiérarchie militaire et du MFA, en liaison avec le PSP, les partis bourgeois ainsi que le président Costa Gomes. L'initiative intervient après une accélération des luttes ouvrières, qui commencent à échapper au contrôle des appareils réformistes.

En particulier, le 12 novembre, une manifestation d'ouvriers du bâtiment encercle l'Assemblée nationale, séquestre les députés durant 36 heures jusqu'à ce que ces derniers accèdent à leurs revendications. Le 16 novembre, une manifestation appelée par les commissions et soutenue par le FUR (Front d'unité des révolutionnaires) et le PCP, réunit 100 000 personnes à Lisbonne. La bourgeoisie comprend que seul un coup de force pourrait lui permettre de modifier le rapport de

forces en sa faveur, évitant préventivement une éventuelle insurrection populaire.

Sans les atermoiements de la gauche du MFA, qui bénéficiait pourtant d'une large supériorité militaire, et sans le refus du PCP de lancer une contre-offensive ouvrière, le putsch n'aurait sans doute pas abouti ou aurait conduit à une situation de confrontation militaire et politique. Dès le 25 novembre, l'état de siège est décrété et la publication de la presse interdite, les putschistes occupent quelques points stratégiques mais ne parviennent pas à prendre la caserne de la police militaire (dominée par l'extrême gauche). Plutôt que d'accepter le combat et de lancer leurs forces dans l'action, les leaders de la gauche du MFA se rendent au palais présidentiel pour négocier leur propre reddition. La révolution portugaise ne se relèvera pas d'un tel coup d'arrêt: la bourgeoisie reprend confiance dans ses propres forces, s'appuyant sur le PSP pour assurer la normalisation et en finir avec les embryons de pouvoir populaire qui avaient émergé dans les mois précédents.

«LES GILLETTS SONT COUPÉS»⁸

En dernier ressort, c'est sans doute à la fois dans les avancées et les limites des formes d'auto-organisation qu'il faut chercher les raisons du succès de la reprise en main par les classes dominantes. Les commissions de base (et les partis d'extrême gauche) étaient trop faibles pour faire ce que le PCP ne voulait pas faire, à savoir résister à une offensive visant à rétablir l'autorité pleine et entière de l'Etat, mais trop développées pour ne pas effrayer la bourgeoisie, les partis de la gauche réformiste (PSP et PCP) et la gauche du MFA, cette dernière restant attachée à la hiérarchie militaire et s'opposant frontalement à tout mouvement d'organisation des soldats.

Rien ne le montre mieux que les propos de Mario Soares, principal dirigeant du PSP, qu'il vaut la peine de citer longuement pour mesurer la peur, le mépris et la violente hostilité que manifestent les chefs réformistes à l'égard des travailleurs lorsque ces derniers cherchent à s'organiser eux-mêmes, en se passant des professionnels de la politique:

«En ville, [...] on s'arrêtait de produire pour un oui ou pour un non, une assemblée, une discussion ou une "manif"... A la campagne – dans l'Alentejo essentiellement – on confondait réforme agraire et anarchie, on occupait partout des terres qui ne devaient

pas l'être [...]. Il était temps de remettre de l'ordre, avant que d'autres ne s'en chargent sous la férule d'un Pinochet providentiel. [...] A quoi rimait donc cette pagaille monstre, cette indiscipline, cette subversion généralisée? Que venaient faire dans le Portugal de 1975 ces soviets de soldats et de marins sortis tout droit des garnisons de Petrograd et de Cronstadt [...]? Où nous menait cette anarchie? Comment ne pas voir, ne pas comprendre la rage de la plupart des officiers devant des bidasses débraillés qui saluent poing levé?»⁹.

La régression qui suivra les journées décisives de novembre 1975 sera aussi rapide que profonde. Non seulement les acquis de la révolution sont remis en cause, mais la droite revient au pouvoir dès 1979 en la personne de Sa Carneiro, qui s'était distingué avant la révolution par son appartenance au parti unique, ce qui lui valut d'être élu député sous Caetano.

Pire, le général Spínola est réhabilité dès 1978, élevé au titre de maréchal et nommé président de la commission chargée d'organiser la commémoration officielle du 10ème anniversaire d'une révolution populaire dont il n'a jamais voulu. A l'opposé, celui qui avait dirigé l'action militaire du 25 avril 1974 et fut ensuite la grande figure de la gauche du MFA, Otelo de Carvalho, est condamné en 1987 à 15 ans de prison pour sa participation supposée à une organisation

clandestine armée (les Forces populaires du 25 avril).

Les destins croisés de ces deux personnages marquants de la Révolution portugaise suffisent à mettre en pleine lumière la réaction thermidorienne qui succède au putsch du 26 novembre 1975, une réaction dont l'ampleur est à la mesure d'une révolution qui effraya la classe dominante portugaise et ébranla l'Europe durant un an et demi. □

1 D'abord ministre des Finances en 1929, suite au coup d'Etat militaire de 1926, Salazar devient président du Conseil à partir de 1932, poste qu'il occupera jusqu'en 1968.

2 Alors que la CGT portugaise – dirigée à l'époque par les anarchistes – revendiquait 120 000 membres au début du 20ème siècle, elle ne comptait plus que 15 000 adhérents en 1940. Dans le champ politique, le PSP – créé en 1875 – fut réduit à néant; quant au PCP, il ne comptait plus que 29 adhérents en 1929 selon Alvaro Cunhal, secrétaire général de 1961 à 1992.

3 Francisco Louça, «Il y a dix ans, le 25 avril 1974, la chute de la dictature», *Inprecor*, avril 1984, n° 172, page 17.

4 Celui-ci avait succédé en 1968 à Salazar, gravement malade, au poste de Premier ministre.

5 Zone de libre-échange composée de la Grande-Bretagne, la Suède, la Norvège, le Danemark, l'Autriche et la Suisse.

6 La police politique (PIDE) était composée de 22 000 agents et de 200 000 informateurs, ce qui représentait environ un Portugais sur quarante.

7 Sur ce point, voir le livre très riche – mais dont l'orientation politique est contestable – de Gérard Filoche (alors militant de la LCR), *Printemps portugais, Paris, Actéon, 1984*.

8 On reprend ici le titre du bel ouvrage de Charles Reeve (de son vrai nom Jorge Valadas), militant libertaire portugais: *Les œillets sont coupés. Chroniques portugaises*, Paris, Editions Paris-Méditerranée, 1999.

9 Mario Soares, *Portugal: quelle révolution? Entretiens avec Dominique Pouchin*, Paris, Calmann-Lévy, 1976, pages 183-185.



S'appropriier la science, continuer le débat...

PAR FRÉDÉRIC BURNEL, FRANÇOIS FAVRE ET SOPHIE OZANNE

Le dossier sur la science publié dans le numéro 49 (décembre 2013) de notre revue a fait réagir – et c'est tant mieux! Nous publions dans cette édition deux contributions qu'il a suscitées. La première, ci-contre, fait suite à des discussions menées au sein de la CNE (Commission nationale écologie du NPA) et se concentre sur l'article d'H. Sandor, « Science : un terrain à ne pas délaissier » qui ouvrait ce dossier.

Certaines formulations peuvent en effet sembler souvent hâtives et imprécises et de nature à mener vers de faux débats. Elles pourraient laisser entendre, par exemple, que les militants impliqués dans des luttes écologistes feraient « preuve d'une ignorance, voire d'une méfiance généralisée vis-à-vis de la science – du moins des sciences dures », qu'ils auraient une méconnaissance « concernant les bases matérielles sur lesquelles elle s'édifie » et ne feraient donc pas preuve de matérialisme puisque, « sans connaissance de la chose »... ils confondraient « Monsanto et les OGM », se tromperaient de bataille, passeraient à côté « des conquêtes de l'esprit humain » (« OGM, radioactivité ou les études des nanoparticules »).

Dire cela avec autant de flou, c'est minorer le fait que les luttes écologistes soutenues par le NPA s'appuient sur des études ou des données scientifiques, quand ce ne sont pas justement des individus qui à partir de leur bagage scientifique prennent fait et causes pour telles ou telles luttes. Les exemples ne manquent pourtant pas : sur le climat¹, sur le danger du nucléaire² et les possibilités d'en sortir³, sur l'épuisement des ressources⁴, etc.

LUTTES ÉCOLOGISTES ET DONNÉES SCIENTIFIQUES

C'est donc bien souvent à partir de leur propre (contre) expertise ou de celles de scientifiques, dont les connaissances sur un domaine précis sont reconnues, que les militants écologistes prennent position dans l'espace public. Pour ce qui est de la CNE, si elle ne compte pas forcément que des « scientifiques », elle a le droit d'avoir et de défendre des avis politiques sur ces sujets scientifiques, tout simplement parce que ses membres travaillent, lisent, discutent de ces différents sujets.

Allons maintenant à l'essentiel. Tout en voulant se distinguer de certains « épigones » qui auraient « parfois dérivé vers un scientisme naïf à la mesure d'un optimisme historique qui débouchait sur la vision d'une humanité irrésistiblement en marche vers le progrès et le socialisme. », H. Sandor semble malheureusement reprendre à son compte l'idée si souvent répandue parmi ces derniers que la technique serait neutre socialement.

En effet, selon l'auteur, le problème ne semble pas résider dans certaines technologies en elles-mêmes, mais dans le fait qu'elles seraient nuisibles seulement dans la société capitaliste (une « société fondée sur le profit ») et sans doute pas dans une autre société où nous pourrions faire de « bons choix ». Nous sommes d'accord avec l'auteur pour considérer que le progrès technique est aussi socialement déterminé. Marx expliquait que « tous les progrès de la civilisation ou toute augmentation des forces productives n'enrichissent pas le travailleur mais le capital et ne font donc à leur tour qu'accroître le pouvoir qui exerce sa domination sur le travail, augmentent seulement la force productive du capital. Comme le capital est l'opposé du travailleur, ces progrès n'augmentent que la puissance objective qui règne sur le travailleur. »⁵

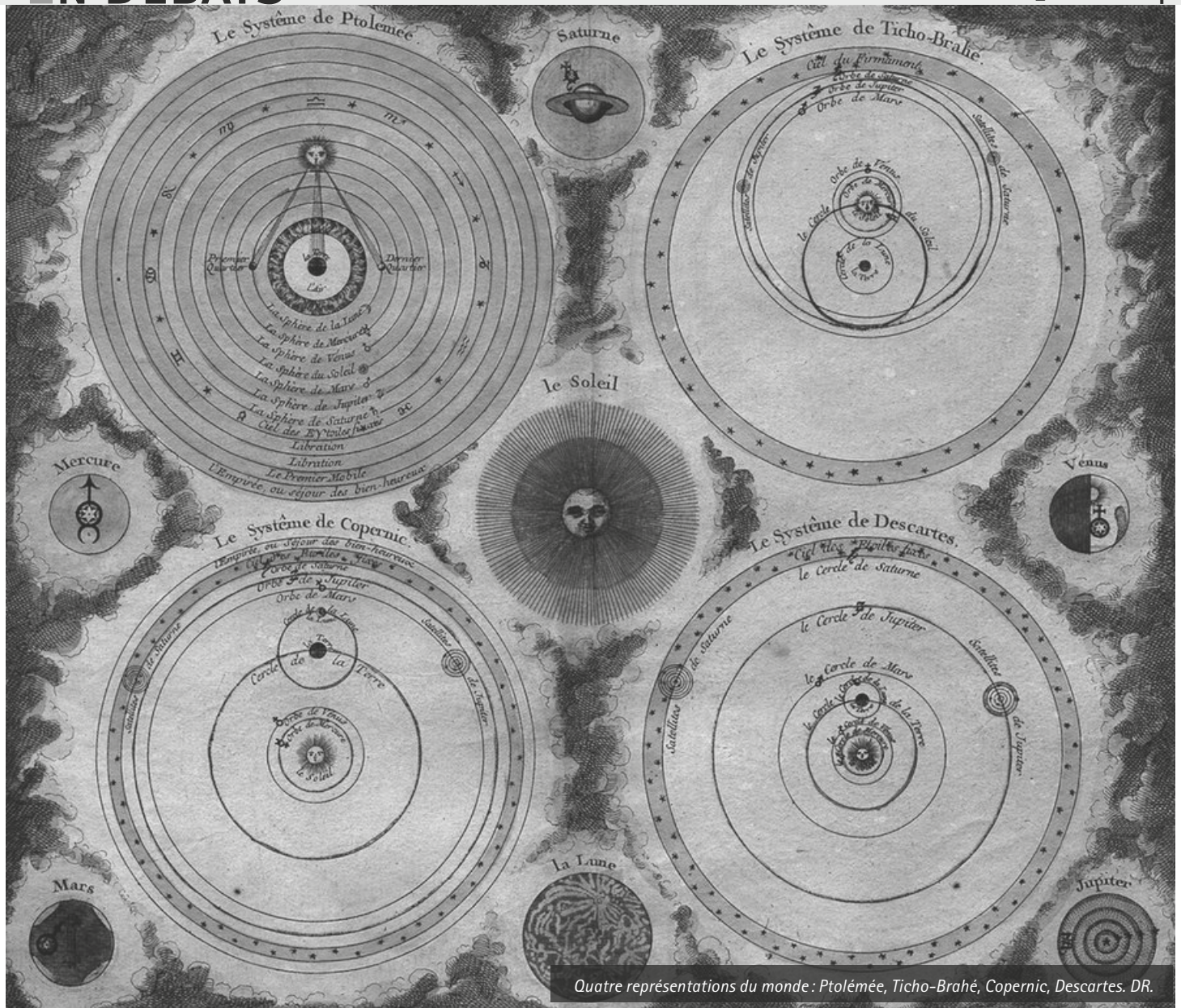
DES TECHNOLOGIES SOCIALEMENT NEUTRES ?

Mais pour être en rupture avec le socialisme productiviste défendu par différents courants du mouvement ouvrier du siècle dernier (et encore, malheureusement, du siècle présent), l'écosocialisme revendiqué par le NPA doit, entre autres, considérer comme le rappelle Daniel Tanuro que « les sources énergétiques et les méthodes de conversion employées ne sont pas neutres socialement. Le socialisme, par conséquent, ne peut pas se définir à la mode de Lénine comme « les soviets plus l'électricité ». Le système énergétique capitaliste est centralisé, anarchique, gaspilleur, inefficace, intensif en travail mort, basé sur des sources non renouvelables et orienté vers l'accumulation. »⁶. C'est un point théorique qu'il semble important de souligner.

C'est d'ailleurs l'une des critiques que nous avons émises lors de la discussion des « thèses écosocialistes » du Parti de gauche : « Le chemin qui reste à parcourir peut se mesurer notamment au fait que le Manifeste écosocialiste du PG considère les technologies comme socialement neutres (Thèse 13 : « Le problème n'est pas la technique en soi mais bien l'absence de choix et de contrôle citoyen »... comme si l'hypothèse d'un « nucléaire socialiste » était envisageable !) »⁷

Cette considération semble essentielle pour une organisation véritablement

Même si des désaccords existent sur différents points abordés dans cet article, l'initiative de la revue de constituer un dossier sur la science mérite d'être saluée, et on peut convenir avec l'auteur qu'effectivement, « la science fait partie de la culture nécessaire à la compréhension de ce monde que nous voulons changer. Cette tradition du mouvement ouvrier s'est estompée notamment au NPA ». Mais une explication plus précise de cette faiblesse du NPA, en termes de culture scientifique, manque à cet article. Certaines formules pourraient être comprises comme une critique des prises de positions écologistes du NPA plutôt que de son manque de culture scientifique.



Quatre représentations du monde : Ptolémée, Ticho-Brahé, Copernic, Descartes. DR.

antiproductiviste. Le NPA a d'ailleurs souvent écrit que « le nucléaire porte la catastrophe comme la nuée porte l'orage » – la référence à la phrase de Jaurès sur le capitalisme n'est pas sans intérêt. Hubert Sandor se trompe donc lorsqu'il écrit que sur ces sujets « les positions officielles du NPA, (...) Dieu soit loué, n'existent pas. »

UN NÉCESSAIRE DROIT D'INVENTAIRE

La technique n'est pas neutre socialement, elle est en partie autonome, elle a un effet structurant sur le reste de la société.⁸ Cela ne veut pas dire qu'il faudrait interdire toutes les techniques mais poser la question d'un droit d'inventaire sur ces dernières. Il faut donc refuser les techniques aliénantes et celles dont les conséquences en cas de catastrophes (par exemple: les OGM, l'électronucléaire, les nanotechnologies, etc.) remettraient en cause la possibilité même d'un « bien vivre » pour l'humanité. Il se pose bien sûr toujours

la question d'utiliser seulement certaines technologies jusqu'à un certain seuil de contre-productivité au-delà duquel certaines d'entre elles deviennent véritablement aliénantes voire possiblement catastrophiques, l'exemple du tout-voiture est ici parlant: aliénant pour les citadins (santé, embouteillage, architecture, etc.) et possiblement catastrophique au regard du basculement climatique.

Cela n'épuise bien sûr pas le débat de savoir comment serait décidé dans une autre société ce qui doit être ou non produit, et si oui, en quelle quantité. Ni comment on établit un rapport de force pour en avoir véritablement le choix. Mais nous souhaitons au moins que notre réaction à l'article de H. Sandor marque un désaccord fécond en espérant que ce débat sera repris dans le NPA avec l'auteur ou avec d'autres, car la crise écologique globale nous demande aussi d'être un parti antiproductiviste, autant qu'anticapitaliste. □

1 Voir la contre-expertise militante à partir des différents rapports du GIEC.
 2 Maîtriser le nucléaire. Sortir du nucléaire après Fukushima, Jean-Louis Basdevant (directeur de recherche au CNRS, l'auteur est spécialiste de physique des hautes énergies et d'astrophysique nucléaire).
 3 En finir avec le nucléaire: Pourquoi et comment, Benjamin Dessus et Bernard Laponche, Seuil, 2011. Ingénieur des télécommunications et économiste, le premier a travaillé à EDF, à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) et au CNRS. Le second est un ancien ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique.
 4 Quel futur pour les métaux?: Raréfaction des métaux: un nouveau défi pour la société, sous la direction de Philippe Bihoux et Benoît de Guillebon, EDP sciences, 2011. Les métaux, ressources minérales naturelles non renouvelables, sont à la base de notre civilisation industrielle. Leur raréfaction sera un des défis majeurs du 21ème siècle: notre modèle de développement, qui repose sur la croissance économique et un accroissement continu du prélèvement des ressources, se heurte à la finitude de la planète. C'est ce thème qu'a choisi de traiter ici un groupe d'ingénieurs de l'association des centraliens.
 5 Manuscrits de 1857-1858, Karl Marx.
 6 Par manque de place, nous renvoyons le lecteur à son texte « Les fondements d'une stratégie écosocialiste » (<http://npa2009.org/content/les-fondements-d-une-strategie-ecosocialiste-par-daniel-tanuro>).
 7 <http://www.contretemps.eu/interventions/propos-%C2%AB-manifeste-%C3%A9cosocialiste-%C2%BB-parti-gauche>
 8 Comme l'explique si bien Stéphane Lavignotte dans un article de la revue Contretemps (numéro 11 de mai 2004, page 130), « nos vies valent plus que la seule critique de leurs profits » (<http://www.contretemps.eu/sites/default/files/Contretemps%2011.pdf>).

DÉBAT SUR LA SCIENCE

Le relativisme comme adversaire, le capitalisme comme ennemi?

PAR Wafa Guiga et Yann Cézard

Le dossier de L'Anticapitaliste consacré à la science a le grand mérite d'avoir soulevé quelques débats... tout en suscitant peut-être quelques malentendus : critiquer durement ce qu'on appelle aujourd'hui le « relativisme » ne conduirait-il pas à une vision dogmatique de ce qu'est la « vérité » en science ?

Nous partageons l'inquiétude d'Hubert Krivine (« *A Propos du relativisme : la science n'est pas un discours comme un autre* ») sur la diffusion d'un relativisme radical, atténuant la distinction entre les théories scientifiques et les croyances. Comme lui, nous jugeons important de « réhabiliter la notion réputée naïve de vérité scientifique contre l'idée que la science ne serait qu'une opinion socialement construite ».

L'IMPASSE DU RELATIVISME

Les partisans du relativisme utilisent les limites du savoir scientifique et les torts de l'institution scientifique pour remettre en cause la supériorité du discours scientifique. Le lobby créationniste, notamment à l'œuvre aux Etats-Unis, rabaisse la théorie de l'évolution des espèces au niveau d'une simple hypothèse, la réfute au passage et érige le créationnisme au niveau d'une théorie scientifique. Dans un autre registre, Bruno Latour, un sociologue des sciences, s'est ainsi attaqué au discours scientifique : « *les textes scientifiques ou techniques (...) n'appartiennent pas à un autre monde et ne sont pas écrits par des auteurs différents de ceux qui écrivent les articles de journaux ou les romans. Lorsque vous vous y plongez, vous ne quittez pas la rhétorique pour les eaux plus calmes de la raison pure* » (*La Science en action*, 1987). Les textes scientifiques pourraient alors être mis au même niveau que les fictions romanesques ? Il n'y aurait pas de vérités scientifiques, seulement des opinions qui se valent toutes... Il omet de préciser que le discours scientifique est sans cesse confronté – par les scientifiques eux-mêmes, qui poléminent entre eux – à la réalité observable, et à une obligation d'adéquation avec elle sous peine d'être réfuté. C'est de là qu'il tire sa supériorité. Le religieux, le superstitieux, font exactement l'inverse : quel que soit le constat réel, ils lui trouvent une explication ou une justification dans leurs croyances et leurs textes sacrés, immuables par définition.

LA « VÉRITÉ » EN SCIENCE

La question de la « vérité » en science n'en est pas moins complexe. Elle est bien différente de ce que nous appelons ainsi dans le langage courant, et qui signifie une adéquation entre l'intellect et la chose. « Cette chaise existe » est un énoncé vrai. Mais la vérité en science est forcément différente, puisque la chose à juger n'est jamais directement accessible. Nous entendons bien autre chose par « vrai » lorsque nous affirmons que des théories scientifiques, ensembles complexes d'hypothèses, sont « vraies ». Et nous parlons bien ici des « sciences de la nature », dites parfois, malencontreusement, « dures » ou « exactes ».

Lorsque Darwin défendait les mécanismes de l'évolution des espèces, il était confronté à deux difficultés. Sa théorie ne permettait pas de concevoir les expériences nécessaires à sa vérification, et elle était confrontée à l'âge de la terre, dont l'estimation faisant consensus parmi les physiciens était de quelques dizaines de millions d'années. Kelvin faisait remarquer que la terre était donc trop jeune pour avoir abrité des phénomènes aussi lents que ceux décrits par Darwin. C'est celui des deux discours qui correspondait le mieux aux critères de scientificité qui s'est finalement avéré faux, quand de nouvelles connaissances et méthodes de datation de l'âge de la terre l'ont « vieillie » de plusieurs milliards d'années.

Les scientifiques ont depuis longtemps intégré la réalité des limites auxquelles ils sont confrontés : théoriques, techniques, et même culturelles.

Le scientifique a besoin d'un cadre théorique pour faire de la science. Soit il utilise celui qui fait consensus dans la communauté scientifique, soit il en propose un autre, et c'est un rapport de forces qui s'engage, pour savoir quel paradigme prévaudra.

Il subit aussi les limites des outils d'expérimentation et d'analyse, qui lui sont indispensables. La position d'un électron est ainsi impossible à déterminer précisément, car pour « l'observer », il faut un photon dont le choc en modifie inévitablement la position : c'est le principe d'incertitude d'Heisenberg. A cette échelle, on est contraint d'inventer des modèles, dont l'adéquation avec la réalité ne peut être qu'indirectement et partiellement vérifiée, et qui intègrent inévitablement une dimension probabiliste.

SCIENCE EN ÉVOLUTION... ET RÉVOLUTIONS

De façon encore plus générale, Einstein et Infeld (autre physicien d'envergure) écrivaient dans *L'Évolution des idées en physique* : « *Les concepts physiques sont des créations libres de l'esprit humain et ne sont pas, comme on pourrait le croire, uniquement déterminés par le monde extérieur. Dans l'effort que nous faisons pour comprendre le monde, nous ressemblons quelque peu à l'homme qui essaie de comprendre le mécanisme d'une montre fermée.* » Ils rompaient avec la conception naïve qui voudrait qu'une théorie scientifique soit une « image » fidèle de la réalité. Elle se rapprocherait davantage d'un « modèle » permettant moins « d'expliquer » la réalité que de la prédire. Ce qui dans leur esprit n'en faisait pas pour autant une croyance, puisque sans cesse soumise à réfutation. C'est pourquoi ils refusaient d'écarter de leur propre discours la référence aux termes traditionnels de vérité ou d'objectivité.

La science n'énonce donc pas de vérité immuable et elle ne progresse pas de façon graduelle, vers des théories de plus en plus vraies. Elle alterne des périodes de stabilité (la « science normale » selon l'épistémologue Thomas Kuhn) où les paradigmes en place font consensus et des périodes de crise où la légitimité de ces paradigmes est remise en cause, à cause d'une divergence devenue inacceptable par rapport à la réalité observable. Ces paradigmes sont alors soit réformés soit remplacés par d'autres suite à une révolution scientifique, qui redéfinit ce que l'on pourra désormais considérer comme « vrai », mais aussi les critères de scientificité d'une théorie.

Drôle de « vérité », évolutive et jamais « vérité vraie ». Drôle de travail d'imagination, de bricolage, d'expérimentation et d'auto-réfutation que celui du savant, qui nous rappelle ces mots de Bertolt



Albert Einstein et Léopold Infeld. DR.

Brecht (*Histoires d'almanach*): «“A quoi travaillez-vous?” demanda-t-on à Monsieur K. Monsieur K. répondit: “j’ai beaucoup de mal, je prépare ma prochaine erreur”.»

LE CAPITALISME CONTRE LA SCIENCE

Tout ceci ne conduit pas pour autant à ravalier la notion de vérité en science à l'état de simple croyance. Mais affirmer qu'une théorie scientifique n'est pas une opinion socialement construite n'est pas nier que la science, et ceux qui en font, soient l'objet de multiples influences qui n'ont rien de scientifique.

La science se construit au sein d'une communauté soumise à la fois aux contraintes de l'idéal d'objectivité et aux pressions de son environnement social. Mais il faut faire ici quelques distinctions. D'abord, tout le monde sait comment la communauté scientifique – ayant ses préjugés comme tout être humain – s'est souvent laissé contaminer par les vilaines opinions du temps, contre ses propres normes. Ensuite, les sciences de la nature ont des applications qui contribuent à en fonder la légitimité en garantissant la confrontation avec le réel, mais qui amènent aussi à leur mise en tutelle par le système économique dominant (qui tente de ramener vers la sphère marchande de plus en plus d'activités humaines).

Le capitalisme s'y prend aujourd'hui de différentes manières: en recrutant des chercheurs dans les centres de R&D des entreprises privées, mais aussi en s'engouffrant

dans la sphère de la recherche dite publique, que l'Etat délaisse de plus en plus. Les entreprises privées font littéralement vivre des laboratoires publics de recherche, et se permettent en retour d'en conditionner les thématiques. Les conflits d'intérêt se multiplient, par exemple lorsqu'un même laboratoire de recherche publique est sollicité par des organismes de contrôle et par des entreprises privées supposées être soumises à ces organismes.

Un exemple parlant est celui du décodage du génome humain, qui a longtemps alimenté l'illusion de soigner toutes les maladies. Illusion parce que toutes les maladies ne sont pas génétiques! Parce que l'adéquation gène-maladie n'est pas si simple; et que l'épigénétique (la transmission non génétique de certains caractères) reste encore très mal connue. Les Etats riches ont mis des sommes colossales pour subventionner les entreprises privées engagées dans ce décodage. Ces dernières ont été les principales bénéficiaires de l'opération, ont spéculé pendant des décennies sur le potentiel thérapeutique (largement surestimé) ouvert par ce décodage.

Mais peu importe: il fallait orienter la recherche vers des applications susceptibles

de générer du profit, et pour cela l'enfermer dans le carcan théorique du «tout génétique». La pression du capitalisme ne conduit donc pas seulement à orienter la recherche vers des domaines moins socialement utiles que d'autres, ou dans des directions dangereuses pour l'humanité. Elle produit aussi des «idéologies scientifiques», qui sont anti-scientifiques mais s'épanouissent dans les labos et les esprits de nombreux scientifiques. C'est une torsion des théories scientifiques, et même une courbure de ce que certains scientifiques envisageront comme «delascience». L'institution scientifique est donc largement critiquable, comme toute institution dans le cadre du système capitaliste (l'école, l'université, l'hôpital...). Mais il y a un glissement qu'il ne faut pas opérer: attribuer à la science elle-même les torts de cette institution et les dangers que le capitalisme y crée. Il faut prendre le temps de faire le tri entre ce qui est à rejeter et ce qui est à retenir des productions faites dans le cadre ce système que nous combattons, sans tout rejeter en bloc. □

Pour aller plus loin

Thomas Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques* (Champs Flammarion)

Hubert Krivine, *La terre, des mythes au savoir* (Cassini)

Albert Einstein et Léopold Infeld, *L'évolution des idées en physique* (Champs Flammarion)

Gérard Lambert, *La légende des gènes* (Dunod)

ESPAGNE

De l'indignation à la révolte

PAR HENRI WILNO



La Marche en Andalousie : « Cadix en lutte. Non au paiement de la dette. Unité ouvrière ». DR.

« **B**asta ya, estamos hartas y hartos y no aguantamos más! » (ça suffit, nous en avons marre et ne supportons plus!)

A Madrid ce samedi 22 mars, des centaines de milliers de manifestants ont dénoncé les politiques d'austérité menées par le gouvernement de Mariano Rajoy (parti populaire, droite). Parmi les slogans, on pouvait entendre : « moins de corruption, plus d'éducation », « sauvons les personnes, pas les banques », « non au paiement de la dette », « non aux privatisations ». Non seulement le nombre mais la composition des cortèges marquaient un pas en avant par rapport à des mobilisations antérieures, avec une présence importante et organisée de travailleurs du privé et du public, de jeunes mais aussi de collectifs de femmes et d'immigrants.

La mobilisation marque l'aboutissement des six « marches de la dignité » parties, depuis près d'un mois pour certaines, de Catalogne, d'Andalousie, d'Estrémadure et d'ailleurs. Les « marées », ces plateformes de mobilisation thématiques contre la politique d'austérité, mêlant associations de quartier, relais syndicaux (base des grandes organisations ou syndicats minoritaires)

et militants politiques, continuent de s'étendre. Et certaines gagnent des batailles, ainsi les professionnels de santé de la région de Madrid (la « marée blanche ») qui ont arraché le retrait d'un vaste projet de privatisation d'une partie des hôpitaux publics. Ces « marées » constituent à la fois une produit différé et de plus large ampleur sociale du mouvement des Indignés de 2011 et une forme de lutte alternative aux grandes journées syndicales sans lendemains et sans résultats.

Mais si la mobilisation s'étend par mille canaux, sans la participation des appareils confédéraux des syndicats, le pouvoir est aussi à l'offensive, malgré les affaires de corruption. La politique austéritaire continue avec les éloges de Bruxelles : la « sauvagerie sociale », pour reprendre l'expression d'un économiste français, a en effet des effets positifs sur les profits et le commerce extérieur. Pour souder sa clientèle réactionnaire, le PP s'attaque au droit à l'avortement. Enfin, un projet de « loi de sécurité citoyenne » vise à limiter le droit à manifester : il s'agit de se préparer à de futures occupations de places comme les Indignés l'avaient fait à la Puerta del Sol (et comme ce fut le cas à Tahrir ou sur le Maidan).

Le Parti socialiste (PSOE) est le favori des sondages pour les européennes de mai. En fait, il se contente d'enranger les dividendes de l'impopularité du PP mais, question de l'avortement mise à part, il a mené fondamentalement la même politique quand il était au pouvoir (jusqu'en novembre 2011). Au stade actuel, il n'existe pas d'alternative politique à ce système bipartidaire, même si l'importance des mobilisations semble pousser à gauche la base de la Gauche unie (coalition structurée essentiellement par le PCE) et si a commencé à se construire l'initiative « Podemos! » avec la participation de nos camarades d'Izquierda anticapitalista. Après des années de recul, la puissance de la mobilisation du 22 mars semble montrer qu'une épreuve de force se prépare en Espagne. Il est cependant impossible d'en préjuger les modalités et l'échéance. D'autant que la situation est compliquée par les revendications indépendantistes catalanes et que, comme le souligne Javier Cordon, membre de l'Assemblée des travailleurs de la santé sur le site d'Izquierda anticapitalista, les élections se profilant, vont se multiplier les appels à résoudre les problèmes exclusivement par le vote. □